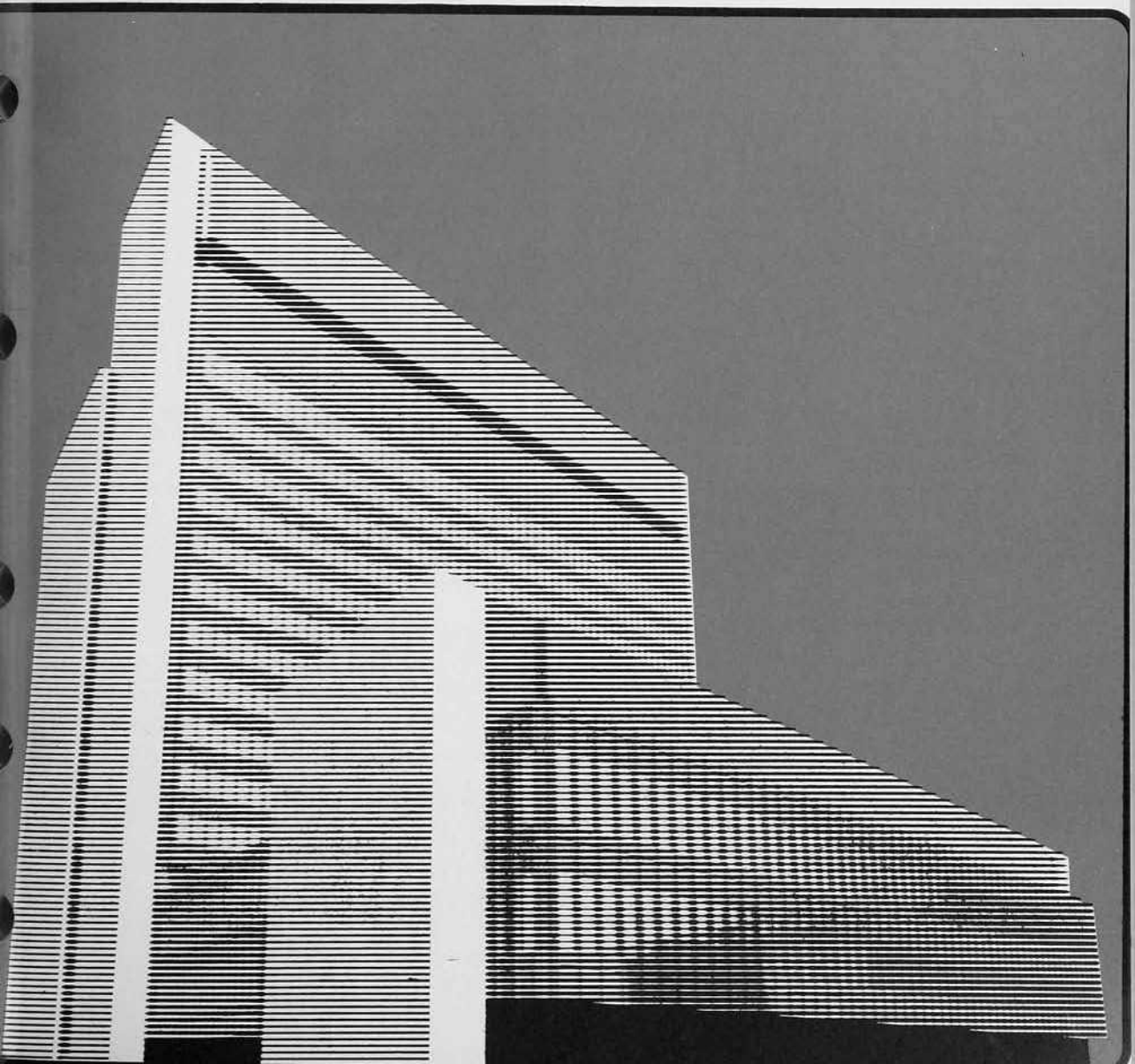


LOIS ET RÈGLEMENTS
PARTIE 2
LAWS AND
REGULATIONS

107^e ANNÉE
12 NOVEMBRE 1975
No 41

 **GAZETTE
OFFICIELLE
DU QUÉBEC**
OFFICIAL
GAZETTE



PARTIE 2

AVIS AU LECTEUR

La *Gazette officielle du Québec* Partie 2 est publiée en vertu de la Loi sur la Législature (S.R.Q. 1964, ch. 6 et am.) et du Règlement concernant la *Gazette officielle du Québec* (A.C. 3213-72), au moins les deuxième et quatrième mercredis de chaque mois.

La Partie 2 de la *Gazette officielle du Québec* comprend tous les actes d'une nature législative, c'est-à-dire les lois de l'Assemblée nationale et les textes réglementaires adoptés par arrêté en conseil ou décret, par ordonnance ou autres actes comportant l'édiction de normes générales et impersonnelles. On insère également dans cette partie les proclamations mettant en vigueur toute ou partie d'une loi. On a donc voulu réunir dans cette deuxième partie tous les actes à caractère législatif.

Il est possible d'obtenir un tiré-à-part de tout règlement ou de tout texte réglementaire publié dans le présent numéro en s'adressant à l'Éditeur officiel du Québec qui indiquera le tarif sur demande.

On peut consulter la *Gazette officielle du Québec* Partie 2, dans la plupart des bibliothèques.

Le prix de l'abonnement annuel à la *Gazette officielle du Québec* Partie 2 est de \$30 et le prix d'un exemplaire de \$1.00. Prière d'adresser les commandes à l'Éditeur officiel du Québec, Québec.

L'Éditeur officiel du Québec,
CHARLES-HENRI DUBÉ.

Pour toute demande de renseignements concernant la publication d'avis, veuillez communiquer avec:

Georges LAPIERRE
Gazette officielle du Québec
Tél.: (418) 643-5195

Tirés-à-part ou abonnements:
Tél.: (418) 643-5150

Adresser toute correspondance au bureau de

**L'Éditeur officiel du Québec,
Cité Parlementaire,
Québec G1R 4Y7, P.Q.**

PART 2

NOTICE TO READERS

The *Québec Official Gazette* is published under the authority of the Legislature Act (R.S.Q. 1964, ch. 6 and am.) and the Regulation respecting the *Québec Official Gazette* (O.C. 3213-72) on at least the second and fourth Wednesday of each month.

Part 2 of the *Québec Official Gazette* contains all instruments of a legislative nature, namely the acts of the National Assembly and all statutory instruments made by Order in Council, decree or ordinance, or any other instrument concerning the enactment of general and impersonal rules. Every proclamation enforcing all or part of an act is also inserted in this Part. Thus, the object of Part 2 is the publication in one edition of legislative instruments only.

Each regulation or statutory instrument published in this number may be obtained as a separate reprint from the Québec Official Publisher who will quote rates on request.

The *Québec Official Gazette* Part 2 is available in most libraries for consultation.

The cost of an annual subscription to the *Québec Official Gazette* Part 2 is \$30, and single issues \$1.00. Orders should be addressed to the Québec Official Publisher, Québec.

CHARLES-HENRI DUBÉ,
Québec Official Publisher.

For information concerning the publication of notices, please call:

Georges LAPIERRE
Québec Official Gazette
Tel.: (418) 643-5195

Off-prints or subscription rates:
Tel.: (418) 643-5150

All correspondence should be sent to the office of the

**Québec Official Publisher,
Parliament Buildings,
Québec G1R 4Y7, P.Q.**

Affranchissement en numéraire au tarif de la troisième classe (permis n° 107)
Postage paid-in-cash — Third class matter (permit No. 107)

LOIS ET RÈGLEMENTS

LAWS AND REGULATIONS

Textes réglementaires

Statutory instruments

A.C. 4712-75, 22 octobre 1975
Règ. 75-538, 23 octobre 1975

LOI DES DÉCRETS DE
CONVENTION COLLECTIVE
(S.R., 1964, c. 143)

Bois ouvré — Prélèvement

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'approbation du règlement de prélèvement (numéro 1) du Comité paritaire du bois ouvré du Québec.

ATTENDU QUE le Comité paritaire du bois ouvré du Québec, chargé de surveiller et d'assurer l'observance du décret 3449-75 du 30 juillet 1975 et ses modifications ultérieures, prie le lieutenant-gouverneur en conseil de lui accorder le droit de prélever des employeurs professionnels, des salariés et des artisans assujettis audit décret, les sommes nécessaires à son bon fonctionnement:

ATTENDU QUE la requête dudit comité paritaire est conforme au paragraphe *i* de l'article 20 de la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q., 1964, ch. 143 et am.);

ATTENDU QU'il y a lieu d'accorder le droit de prélèvement demandé pour la période comprise entre le 12 novembre 1975 et le 31 décembre 1975;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre du travail et de la main-d'oeuvre:

QUE le règlement de prélèvement du Comité paritaire du bois ouvré du Québec, dont copie est annexée, soit approuvé.

Le greffier du Conseil exécutif,
GUY COULOMBE.

Règlement de prélèvement Numéro 1

Conformément au paragraphe *i* de l'article 20 de la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q., 1964, ch. 143 et am.), le Comité paritaire du bois ouvré du Québec, chargé de surveiller et d'assurer l'observance du décret 3449-75 du 30 juillet 1975 et ses modifications ultérieures, prie le lieutenant-gouverneur en conseil d'approuver le présent règlement lui accordant le droit de prélever des cotisations des employeurs professionnels, des salariés et des arti-

O.C. 4712-75, 22 October, 1975
Reg. 75-538, 23 October, 1975

COLLECTIVE AGREEMENT
DECREES ACT
(R.S., 1964, c. 143)

Woodworking — Levy

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the approval of the Levy Regulation (Number 1) of the Québec Woodworking Parity Committee.

WHEREAS the Québec Woodworking Parity Committee commissioned to ensure the supervision and observance of Decree No. 3449-75 of July 30, 1975 and all subsequent amendments, petitions the Lieutenant-Governor in Council to grant it the right to levy those sums necessary for its operations from the professional employers, employees and artisans governed by the said decree.

WHEREAS the request of the Parity Committee concerned is in compliance with subsection *i* of Section 20 of the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q., 1964, chapter 143 and amendments;

WHEREAS there is reason to grant the levy requested for the period extending from November 12, 1975 to December 31, 1975:

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Minister of Labour and Manpower:

THAT the levy Regulation for the Québec Woodworking Parity Committee, for which copy is attached, be approved.

GUY COULOMBE,
Clerk of the Executive Council.

Levy Regulation Number 1

Pursuant to subsection *i* of Section 20 of the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q., 1964, chapter 143 and amendments), the Québec Woodworking Parity Committee entrusted with the supervision and enforcement of Decree No. 3449-75 of July 30, 1975 and all further amendments, petitions the Lieutenant-Governor in Council to approve the present Regulation which renders the levy exigible from professional employers, employees and artisans governed

sans assujettis audit décret, selon les conditions décrites ci-après:

1. Prélèvement: Le droit de prélèvement est valable pour la période comprise entre le 12 novembre 1975 et le 31 décembre 1975 et il est exercé de la façon suivante:

- a) les employeurs professionnels assujettis au décret 3449-75 du 30 juillet 1975 et ses modifications ultérieures doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à 1/2% de leur liste de paie pour les salariés assujettis audit décret (salaires fixes, pourcentages, commissions, allocations ou bonis);
- b) les salariés assujettis au décret 3449-75 du 30 juillet 1975 et ses modifications ultérieures doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à 1/2% de leur rémunération (salaires fixes, pourcentages, commissions, allocations ou bonis);
- c) les artisans assujettis au décret 3449-75 du 30 juillet 1975 et ses modifications ultérieures doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à 1/2% du taux de l'ébéniste.

2. Perception et remise: L'employeur professionnel doit percevoir à chaque période de paie, au nom du comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit remettre au comité paritaire les sommes payables par lui-même et par ses salariés, en même temps qu'il produit son rapport mensuel au comité.

Le prélèvement imposé à l'artisan par le présent règlement est payable au comité paritaire mensuellement, sans mise en demeure au préalable.

3. Prévisions budgétaires: Est annexé au présent règlement l'estimé des recettes et des dépenses du comité paritaire pour la période du 12 novembre 1975 au 31 décembre 1975.

Comité paritaire du bois ouvré du Québec

*Sommaire des prévisions
en matière de revenus et dépenses
pour la période*

Du 12 novembre 1975 au 31 décembre 1975

Revenus:

Cotisations	\$ 22,792
Revenus divers	
Total des revenus	<u>\$ 22,792</u>

by the said decree, according to the conditions hereinafter described:

1. Levy: The levy is exigible for the period extending from November 12, 1975, to December 31, 1975; the said levy is collected, remitted and paid as follows:

- (a) All professional employers governed by Decree No. 3449-75 of July 30, 1975 and all further amendments shall pay the Parity Committee by means of a check-off from the wages of the employees governed by the said decree an amount equal to 1/2% of the said employees' remuneration (fixed salaries, percentages, commissions, allowances or bonuses);
- (b) All employees governed by Decree No. 3449-75 of July 30, 1975 and all further amendments shall remit to the Parity Committee an amount equal to 1/2% of their wages (fixed salaries, percentages, commissions, allowances or bonuses);
- (c) All artisans governed by Decree No. 3449-75 of July 30, 1975 and all further amendments shall remit to the Parity Committee an amount equal to 1/2% of the rate of the cabinet maker.

2. Collection and Remittance: The professional employer shall collect for each pay period, in the name of the Committee, the levy imposable on his employees, by means of a check-off from the wages of the said employees.

The professional employer shall remit to the Parity Committee all amounts payable by himself and by his employees when submitting his monthly report to the Parity Committee.

The levy imposed by the present Regulation is payable to the Parity Committee each month by the artisan, without formal notice beforehand.

3. Estimate of Revenue and Expenditure: An estimate of the revenue and expenditure of the Parity Committee for the period extending from November 12, 1975, to December 31, 1975, is attached to the present Regulation.

Parity Committee of the Québec Woodworking

*Summary of the estimate of expenditure
and revenue
for the period extending*

From November 12, 1975 to 31 December 1975

Revenue:

Dues	\$ 22,792
Miscellaneous Revenue	
TOTAL Revenue	<u>\$ 22,792</u>

Dépenses:

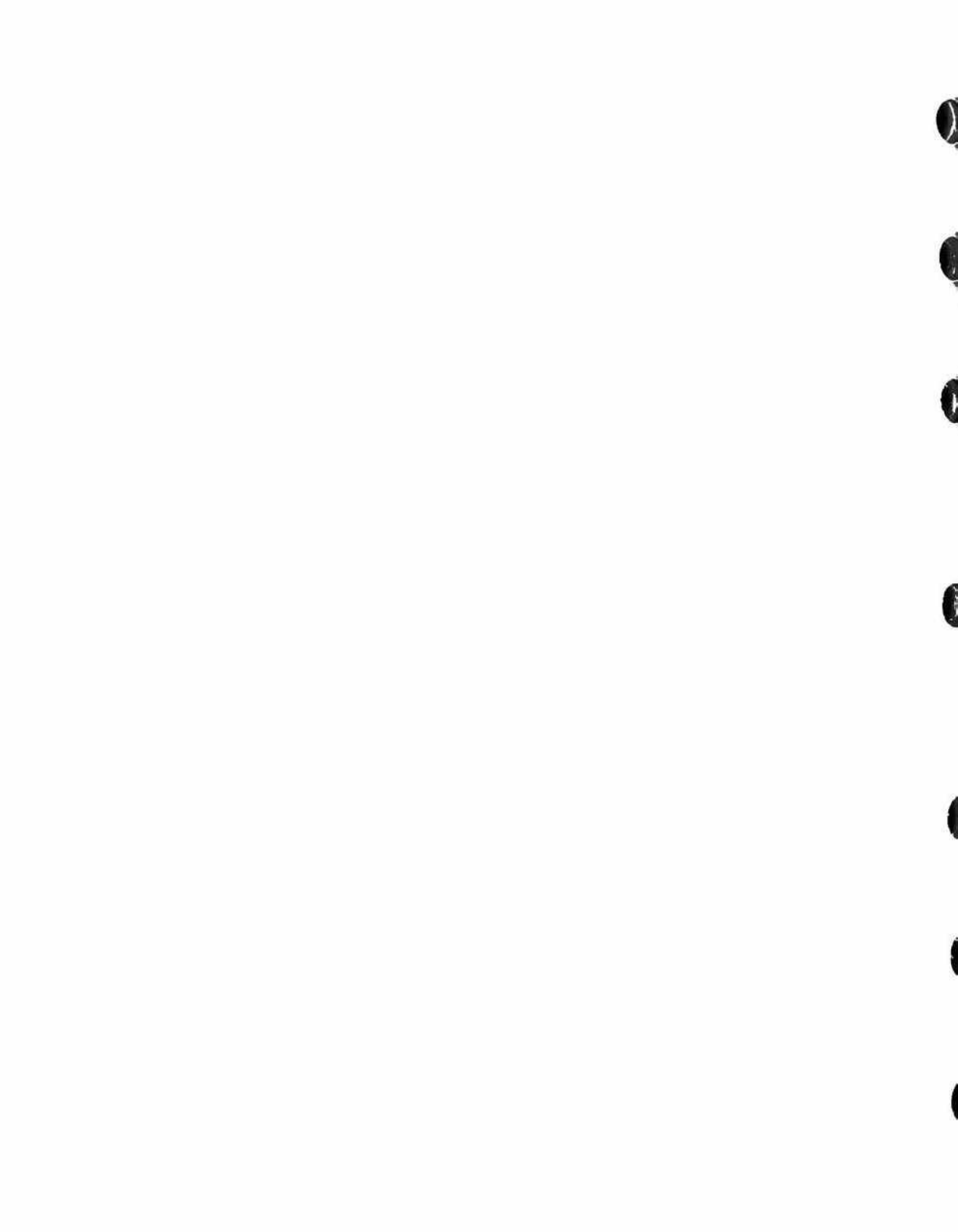
Administration générale	\$11,875
Administration du décret (inspection)	4,500
Administration: — propriété	
Administration — membres du comité	3,450
	<hr/>
Total des dépenses	\$19,825
	<hr/>
Surplus prévu	<u>\$ 2,967</u>

905-o

Expenses:

General Administration	\$ 11,875
Administration of the Decree (inspection)	4,500
Administration of premises	
Administration — Committee members	3,450
	<hr/>
Total expenses	\$ 19,825
	<hr/>
Estimated surplus	<u>\$ 2,967</u>

905-o



A.C. 4713-75, 22 octobre 1975
Règ. 75-539, 23 octobre 1975

LOI DES DÉCRETS DE
 CONVENTION COLLECTIVE
 (S.R., 1964, ch. 143)

Bois ouvré — Tenue du registre

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'approbation du règlement relatif à la tenue du registre (numéro 2) du Comité paritaire du bois ouvré du Québec.

IL EST ORDONNÉ, sur la recommandation du ministre du travail et de la main-d'oeuvre:

QUE, conformément à la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q., 1964, ch. 143 et am.), le règlement numéro 2 relatif à la tenue du registre du Comité paritaire du bois ouvré du Québec, dont copie est annexée, soit approuvé.

Le greffier du Conseil exécutif,
 GUY COULOMBE.

O.C. 4713-75, 22 October, 1975
Reg. 75-539, 23 October, 1975

COLLECTIVE AGREEMENT
 DECREES ACT
 (R.S., 1964, ch. 143)

Woodworking — Keeping of the Register

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the approval of the By-law respecting the Keeping of the Register (Number 2) of the Québec Woodworking Parity Committee.

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Minister of Labour and Manpower:

THAT, pursuant to the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q., 1964, ch. 143 and am.), By-law Number 2 respecting the Keeping of the Register of the Québec Woodworking Parity Committee for which copy is attached, be approved.

GUY COULOMBE,
Clerk of the Executive Council.

Comité paritaire du bois ouvré du Québec
Règlement relatif à la tenue
du registre
numéro 2

1.00 Tenue du registre: Tout employeur professionnel régi par le décret 3449-75 du 30 juillet 1975 et ses modifications ultérieures, doit tenir un registre dans lequel sont indiqués les nom, prénoms, adresse et numéro d'assurance sociale de chaque salarié à son emploi, sa qualification ou classification, l'heure précise à laquelle le travail a été commencé, interrompu, repris et achevé chaque jour, la nature de tel travail et le salaire payé, avec mention du mode et de l'époque du paiement.

2.00 Le registre doit être gardé à la place d'affaires de l'employeur.

905-o

Québec Woodworking Parity Committee
By-law respecting the Keeping
of the Register
Number 2

1.00 Keeping of the register: Any professional employer governed by Decree No. 3449-75 of July 30, 1975 and its further amendments, shall keep a register in which are shown the complete name, address and social insurance number of each employee in his employ, his competency, the exact hour at which work was begun, interrupted, resumed and ceased each day, the nature of the work and the wage paid including the method and time of payment.

2.00 The register shall be kept at the business place of the employer.

905-o



A.C. 4757-75, 29 octobre 1975
Règ. 75-550, 30 octobre 1975

LOI DE L'EXÉCUTIF
 (S.R.Q., 1964, ch. 9)

**Placement étudiant et initiatives locales —
 transfert du contrôle**

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT le transfert du Service de placement étudiant et de la coordination des activités exercées au Gouvernement du Québec à l'égard de certains programmes fédéraux.

ATTENDU QU'en vertu de l'article 7 de la Loi de l'exécutif, le lieutenant-gouverneur en conseil peut définir les devoirs qui doivent être remplis par tout membre du Conseil exécutif et transférer un ou plusieurs services d'un ministère du contrôle d'un ministre au contrôle d'un autre ministre;

ATTENDU QU'en vertu de la Loi de la fonction publique, il peut ordonner que les deniers votés pour l'administration de tel service soient transportés au ministère qui en prend charge;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du Premier ministre:

QUE les tâches qui ont été confiées à Monsieur Robert Quenneville, membre du Conseil Exécutif, à l'effet de prendre au nom du gouvernement toutes les mesures qu'il jugera appropriées en vue du placement des étudiants, tant auprès du gouvernement et de ses organismes qu'auprès du secteur privé et à l'effet d'établir des relations avec les universités en vue de définir des travaux qui pourraient être effectués pour le gouvernement par des étudiants sous-gradués ou post-gradués, soient confiées au ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre;

QUE le service de placement étudiant actuellement sous le contrôle, la responsabilité et l'autorité de Monsieur Robert Quenneville, membre du Conseil Exécutif, soit transféré au Ministère du Travail et de la Main-d'oeuvre sous le contrôle, la responsabilité et l'autorité de son titulaire;

QUE la responsabilité de la coordination des activités exercées au gouvernement du Québec à l'égard de certains programmes fédéraux tels que Perspectives-jeunesse, Horizons nouveaux, Initiatives locales et autres, et la responsabilité de la liaison avec le gouvernement fédéral au sujet de ces programmes qui ont été confiées à Monsieur Robert Quenneville, membre du Conseil Exécutif, soient confiées au Ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre;

QUE la présidence du comité interministériel sur la participation du gouvernement du Québec à la mise en oeuvre de certains programmes fédéraux qui a été confiée à Monsieur Robert Quenneville, membre du Conseil Exécutif, par l'ar-

O.C. 4757-75, 29 October 1975
Reg. 75-550, 30 October 1975

EXECUTIVE POWER ACT
 (R.S.Q., 1964, ch. 9)

**Student Placement and Local Initiatives —
 transfer of control**

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the transfer of the Student Placement Service and the coordination of the activities exercised by the Government of Québec with respect to certain federal programmes.

WHEREAS under section 7 of the Executive Power Act, the Lieutenant-Governor in Council may define the duties to be exercised by any member of the Executive Council and transfer one or more branches of a department from the control of one Minister to the control of any other Minister;

WHEREAS under the Civil Service Act, he may order that the moneys voted for the administration of such service be transferred to the department assuming control thereof;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Prime Minister:

THAT the duties entrusted to Mr. Robert Quenneville, member of the Executive Council, to take in the name of the Government all the measures he may deem appropriate with respect to student placement, both with the Government and its bodies and with the private sector, and to establish relations with universities in order to define tasks that could be carried out for the Government by undergraduate or post-graduate students, be entrusted to the Minister of Labour and Manpower;

THAT the student placement service presently under the control, responsibility and authority of Mr. Robert Quenneville, member of the Executive Council, be transferred to the Department of Labour and Manpower under the control, responsibility and authority of its Minister;

THAT the responsibility for the coordination of the activities exercised within the Government of Québec with respect to certain federal programmes such as Opportunities for Youth, New Horizons, Local Initiatives and others, and the responsibility for liaison with the Federal Government regarding these programmes entrusted to Mr. Robert Quenneville, member of the Executive Council, be entrusted to the Minister of Labour and Manpower;

THAT the chairmanship of the interdepartmental committee on the participation of the Government of Québec in the implementation of certain federal programmes entrusted to Mr. Robert Quenneville, member of the Executive Council,

rété en conseil 1276-73 du 4 avril 1973 soit confiée au ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre;

QUE la responsabilité du secrétariat dudit comité interministériel soit confiée au Ministère du Travail et de la Main-d'oeuvre;

QUE les employés et les postes dont la liste apparaît à l'annexe du présent arrêté en conseil qui sont des effectifs du Ministère du Conseil Exécutif (Office de planification et de développement du Québec), sous le contrôle de Monsieur Robert Quenneville, membre du Conseil Exécutif, soient transférés au Ministère du Travail et de la Main-d'oeuvre sous le contrôle de son titulaire;

QUE le solde non engagé des sommes prévues au programme 10 du Conseil Exécutif pour les fins du Service du placement d'étudiants et initiatives locales pour l'année 1975-76 soit transféré au budget du Ministère du Travail et de la Main-d'oeuvre;

QUE les arrêtés en conseil 534 du 10 février 1971, 535 du 10 février 1971, 437 du 14 février 1973, 519 du 21 février 1973, 1018 du 28 mars 1973, 1192 du 4 avril 1973 soient remplacés par le présent arrêté en conseil;

QUE le présent arrêté en conseil à l'exception de son annexe soit publié dans la *Gazette officielle du Québec*.

Le greffier du Conseil exécutif,
GUY COULOMBE.

906-o

pursuant to Order in Council 1276-73 dated 4 April 1973 be entrusted to the Minister of Labour and Manpower;

THAT the responsibility for the secretariat of the said interdepartmental committee be entrusted to the Department of Labour and Manpower;

THAT the employees and positions, a list of which appears in the Schedule to this Order in Council, presently part of the Department of the Executive Council (Québec Planning and Development Bureau), under the control of Mr. Robert Quenneville, member of the Executive Council, be transferred to the Department of Labour and Manpower under the control of its Minister;

THAT the unexpended balance of the sums voted in programme 10 of the Executive Council for purposes of the Student Placement Service and Local Initiatives for the 1975-76 year be transferred to the budget of the Department of Labour and Manpower;

THAT Orders in Council 534 dated 10 February 1971, 535 dated 10 February 1971, 437 dated 14 February 1973, 519 dated 21 February 1973, 1018 dated 28 March 1973, 1192 dated 4 April 1973 be replaced by this Order in Council;

THAT this Order in Council, with the exception of its Schedule, be published in the *Québec Official Gazette*.

GUY COULOMBE,
Clerk of the Executive Council.

906-o

A.C. 4791-75, 29 octobre 1975
Règ. 75-553, 30 octobre 1975

LOI DES DÉCRETS DE
CONVENTION COLLECTIVE
(S.R., 1964, ch. 143)

Camionnage — Québec — Modifications

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie du camionnage dans la région de Québec

ATTENDU QUE, conformément à la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q., 1964, ch. 143 et am.), des parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie du camionnage dans la région de Québec, rendue obligatoire par le décret 952 du 11 mars 1970 et amendements, ont présenté au ministre du travail et de la main-d'oeuvre une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil certaines modifications audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle du Québec* du 13 août 1975;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre du travail et de la main-d'oeuvre:

QUE le décret 952 soit modifié de la façon suivante:

1. L'Union des Camionneurs, Hommes d'entrepôts et métiers alliés, syndicat local 121 est remplacée par «l'Union des Chauffeurs de camions, hommes d'entrepôts et métiers alliés, local 106» comme partie contractante de deuxième part.

2. Le titre suivant est ajouté avant l'article I «Définitions»:

«Partie I

DISPOSITIONS GÉNÉRALES»

3. L'article I est modifié en remplaçant au paragraphe 1.09 la définition «chauffeur de camion de 20,000 livres» par la définition suivante:

«chauffeur de camion à 3 essieux et plus» désigne le salarié dont la fonction principale est la conduite d'un véhicule à 3 essieux et qui en a la garde durant les heures normales de travail.»

4. L'article I est modifié en ajoutant au paragraphe 1.11 après le mot «manoeuvre» les mots «ou homme de service».

O.C. 4791-75, 29 October, 1975
Reg. 75-553, 30 October, 1975

COLLECTIVE AGREEMENT
DECREES ACT
(R.S., 1964, ch. 143)

Cartage — Québec — Amendments

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments to the Decree respecting the cartage industry in the Québec region.

WHEREAS, pursuant to the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q., 1964, ch. 143 and am.), contracting parties to the collective labour agreement respecting the Cartage Industry in the Québec region, rendered obligatory by Decree No. 952 of March 11, 1970 and amendments, have petitioned the Minister of Labour and Manpower to submit to the Lieutenant-Governor in Council for consideration and decision certain amendments to the said decree;

WHEREAS the said petition has been published in the *Québec Official Gazette* of August 13, 1975;

WHEREAS no objection has been brought forth against the approval of the proposed amendments;

IT IS ORDERED therefore, upon the recommendation of the Minister of Labour and Manpower:

THAT Decree No. 952 be amended as follows:

1. The phrase "the Transport Drivers, Warehousemen and Allied Workers' union, Local 121" is replaced by the "the Truck Drivers, Warehousemen and Allied Workers' union, Local 106", as contracting party of the second part.

2. The following title is added before section I "Definitions":

"Part I

GENERAL PROVISIONS "

3. Section I is amended by replacing in subsection 1.09 the definition "Driver, 20,000 pounds truck" by the following:

"The term "truck driver, three-axle truck and over" means the employee whose work consists mainly in driving a three-axle vehicle and who is in charge of the said vehicle during standard working hours".

4. Section I is amended by adding to subsection 1.11 the words "or serviceman" after the word "labourer".

5. L'article I est modifié en ajoutant le paragraphe 1.20 suivant:

«**1.20** Le terme «sténodactylo» désigne le salarié dont la fonction principale consiste à prendre en note, préparer ou transmettre la correspondance, les documents ou les pièces nécessaires au fonctionnement d'une entreprise de l'industrie du camionnage.»

6. L'article V intitulé «Durée du travail» est remplacé par le suivant:

«**V. Durée du travail:**

5.01 La semaine normale de travail pour toutes les catégories de salariés, sauf les sténodactylos ou salariés de bureau, est de 45 heures réparties sur 5 jours. La journée normale de travail est de 9 heures.

5.02 Les journées de la semaine normale de travail sont étalées du lundi au samedi inclusivement, suivant l'un des 2 horaires suivants: soit du lundi au vendredi soit du mardi au samedi.

5.03 L'employeur doit indiquer au salarié son horaire de travail s'il entend le faire travailler pendant un horaire autre que du lundi au vendredi. Il doit également donner un avis de cet horaire au comité paritaire. À défaut par l'employeur de donner un tel avis, l'horaire habituel du salarié est réputé s'exécuter du lundi au vendredi.

5.04 La semaine normale de travail des sténodactylos et des employés de bureau est de 32½ heures étalées sur 5 jours de 6½ heures chacun du lundi au vendredi.

5.05 La journée de travail coïncide avec la journée civile. Les heures d'une équipe de travail chevauchant sur 2 journées civiles sont considérées comme faisant partie de 2 journées de travail distinctes. Cependant, les heures de travail effectuées au cours de la même journée civile dans 2 équipes différentes sont considérées comme faisant partie de la même journée de travail.

5.06 Lorsqu'un jour férié, chômé et payé coïncide avec un jour ouvrable, la semaine normale de travail est réduite de 9 heures. Dans le cas des sténo-dactylos et du personnel de bureau, la réduction est de 6½ heures. La majoration prévue pour le travail supplémentaire devient applicable aux heures de travail effectuées au-delà de cette semaine réduite.

5.07 Règle spéciale: Entreprise d'enlèvement ou de transport d'ordures.

L'entreprise chargée de l'exécution d'un contrat d'enlèvement ou de transport d'ordures peut soit utiliser l'un des horaires prévus au paragraphe 5.02 soit répartir la semaine normale de travail des salariés préposés à ce travail sur 6 jours comprenant 5 journées de 8 heures du lundi au vendredi et 1 journée de 5 heures le samedi.»

5. Section I is amended by adding the following subsection 1.20:

“**1.20** The term “shorthand typist” means the employee whose work consists mainly in taking dictation, preparing and sending the letters or documents required for the good operation of a cartage enterprise”.

6. Section V “Hours of Work” is replaced by the following:

“**V. Hours of Work:**

5.01 The standard workweek for all categories of employees, except for shorthand typists and office employees, consists of 45 hours scheduled over 5 days. The standard workday consists of 9 hours.

5.02 The days of the standard workweek are scheduled from Monday to Saturday inclusively, according to one of the following schedules: Monday through Friday or Tuesday through Saturday.

5.03 The employer shall advise the employee of his work schedule if the schedule is not Monday through Friday. He shall also notify the Parity Committee of that schedule; if the employer does not send such notice, the standard schedule shall extend from Monday through Friday.

5.04 The standard workweek for shorthand typists and office employees consists of 32½ hours scheduled over 5 days of 6½ hours each, from Monday to Friday.

5.05 The working day coincides with the calendar day. The hours of a shift which extend over two calendar days are considered as being part of two distinct working days. However, the working hours worked during the same calendar day are considered as forming part of the same working day.

5.06 When a general holiday with pay falls on a working day, the standard workweek is decreased by nine hours. In the case of shorthand typists and office employees, it is decreased by 6½ hours. Overtime rates shall be paid for all hours worked in excess of the standard workweek thus decreased.

5.07 Special Provision: Removal of disposal of garbage.

The enterprises in charge of the removal or disposal of garbage may work on one of the schedules provided for in subsection 5.02 or schedule the standard workweek of their employees over 6 days of 8 hours from Monday to Friday and 1 day of 5 hours on Saturday.

7. Remplacer l'article VI, intitulé «Heures supplémentaires» par l'article suivant:

«**VI. Heures supplémentaires:**

6.01 Les heures effectuées en plus ou en dehors des heures normales de travail ou de la semaine normale de travail entraînent une majoration du salaire de 50%.

6.02 Tout travail effectué un jour férié, chômé et payé qui coïncide avec un jour ouvrable ou un dimanche entraîne une majoration de salaire de 100%. Cette rémunération doit être accordée en plus de l'indemnité afférente au jour férié, chômé et payé.»

8. L'article VII, intitulé «Jours fériés chômés» est remplacé par le suivant:

«**VII. Jours fériés:**

7.01 Les dimanches, le premier jour de l'An, le 2 janvier, la Saint-Jean-Baptiste, le 1^{er} juillet, la fête du Travail, le jour de Noël, le 26 décembre ainsi que l'un des jours suivants au choix de l'employeur: le vendredi saint ou le lundi de Pâques, sont des jours fériés et chômés.

7.02 À chaque année, au moins 30 jours avant le vendredi saint, l'employeur doit donner avis au comité paritaire de son choix du vendredi saint ou du lundi de Pâques comme jour férié chômé. A défaut de faire ce choix et d'en donner avis, le vendredi saint doit être considéré comme jour férié chômé pour cet employeur et les salariés de son entreprise de camionnage.»

9. L'article VIII, intitulée: «Jours fériés, chômés et payés» est modifié en remplaçant le paragraphe 8.01 par le suivant:

«**8.01** Au cours d'une année, les jours fériés chômés suivants doivent être payés: le premier jour de l'An, le 2 janvier, la Saint-Jean-Baptiste, le 1^{er} juillet, la fête du Travail, le jour de Noël, le 26 décembre et les 2 jours suivants, soit le vendredi saint soit le lundi de Pâques conformément au choix fait en vertu de l'article VII.»

10. Le paragraphe 8.05 de l'article VIII est abrogé.

11. L'article IX, intitulé «Congé de décès» est remplacé par le suivant:

«**IX. Congés de décès:**

9.01 Le salarié qui justifie de 30 jours de service continu chez son employeur a droit à un congé de la durée déterminée ci-après dans les cas suivants: décès du père, de la mère, du conjoint, d'un enfant: 3 jours; décès d'un frère, d'une soeur, du beau-père, de la belle-mère: 1 jour.

9.02 Les jours d'absence sont accordés de façon continue et doivent comprendre le jour des obsèques.

7. Section VI "Overtime" is replaced by the following:

"**VI. Overtime:**

6.01 Hours worked over and above standard working hours or the standard workweek is paid at time and a half.

6.02 Any work performed on a general holiday with pay which coincides with a working day or on a Sunday is paid double time. This pay shall be granted with the vacation pay".

8. Section VII "General Holidays" is replaced by the following:

"**VII. General Holidays:**

7.01 Sundays, New Year's Day, January 2, St. John the Baptist Day, Canada Day, Labour Day, Christmas Day, December 26 and one of the following days as determined by the employer, Good Friday or Easter Monday are general holidays.

7.02 Each year, at least 30 days before Good Friday, the employer shall advise the Parity Committee as to which day (Good Friday or Easter Monday) he has chosen as the general holiday. If the employer fails to make a choice and to advise the Parity Committee, Good Friday shall be considered as a general holiday for this employer and his employees".

9. Section VIII "General Holidays with Pay" is amended by replacing subsection 8.01 by the following:

"**8.01** In the course of one year, the following days are general holidays with pay: New Year's Day, January 2, St. John the Baptist Day, Canada Day, Labour Day, Christmas Day, December 26 and either Good Friday or Easter Monday according to the choice made under section VII".

10. Subsection 8.05 of section VIII is deleted.

11. Section IX "Bereavement Leave" is replaced by the following:

"**IX. Bereavement Leave:**

9.01 Every employee who has 30 days of continuous service with his employer is entitled to three days' leave on the death of his father, mother, spouse, or child, and to one day's leave on the death of his brother, sister, mother-in-law or father-in-law.

9.02 This leave consists of consecutive days including the funeral day.

9.03 S'il est payé à l'heure, le salarié reçoit une indemnité égale à 9 heures de salaire à son taux horaire pour chaque jour ouvrable compris à l'intérieur de sa période de congés. S'il est payé à la semaine, l'employeur ne peut opérer aucune déduction sur le salaire du salarié si l'un ou plusieurs des jours de congés coïncident avec des jours ouvrables à l'intérieur de son horaire de travail.»

12. L'article X, intitulé «*Congé annuel payé*» est modifié:

(1) en remplaçant dans le paragraphe 10.03 les mots «15 ans» par «10 ans»;

(2) en ajoutant le paragraphe 10.08 suivant:

«**10.08** Malgré toutes autres dispositions du présent décret relatif au congé annuel payé, l'employeur doit accorder à tout salarié des conditions au moins égales à celles prévues dans l'Ordonnance numéro 3, 1972 de la Commission du salaire minimum ou dans toute autre ordonnance ultérieure qui pourrait la modifier ou la remplacer.»

13. L'article XII, intitulé «*Indemnité d'appel*» est modifié en remplaçant le chiffre «2 heures» par «3 heures» partout dans cet article.

14. L'article XIV, intitulé «*Services de déménagement à longue distance*» est modifié:

(1) en changeant le terme «Régie des transports du Québec» par «Commission des transports du Québec», dans le paragraphe 14.01;

(2) en remplaçant les sous-paragraphes *a* et *b* du paragraphe 14.02 par les suivants:

«**a)** soit \$0.10 pour chaque mille parcouru pendant son absence pour le chauffeur et \$0.08 pour l'aide, soit le taux de salaire horaire pour sa classe d'emploi. À compter du 1er janvier 1976, ces taux deviendront \$0.10¹/₂ et \$0.08¹/₂ respectivement.

b) Un boni horaire de \$0.65 pour toutes les heures d'absence hors de sa résidence, en compensation pour le paiement de ses repas et de son logement ou le paiement des dépenses réelles sur présentation des pièces justificatives. Ce boni sera de \$0.75 l'heure à compter du 12 mai 1976.»

15. L'article XVI, intitulé «*Salaires minimaux*» est remplacé par le suivant:

«**XVI. Salaires minimaux:**

9.03 If the employee is paid on an hourly basis, the employer shall pay him the equivalent of 9 hours' work at his regular wage rate for each day's leave falling on a working day. If he is paid on a weekly basis, no deduction shall be made from his regular full week's salary, if one of several days' leave fall during his work schedule.”

12. Section X “*Annual Vacation with Pay*” is amended:

(1) by replacing in subsection 10.03 the words “15 years” by “10 years”;

(2) by adding the following subsection 10.08:

“**10.08** Notwithstanding any provisions of this decree relating to the annual vacation with pay, any employer shall grant his employees conditions at least equal to those provided for in Ordinance No. 3, 1972 of the Minimum Wage Commission or in any further ordinance which could amend or replace it.”

13. Section XII “*Call-in Pay*” is amended by replacing the words “2 hours” by “3 hours” each time they occur in this section.

14. Section XIV “*Long Distance Moving Services*” is amended:

(1) by replacing the phrase “Québec Transportation Board” by “Québec Transport Commission” in subsection 14.01;

(2) by replacing paragraphs *a* and *b* of subsection 14.02 by the following:

“(a) truck drivers shall be paid \$0.10 for every mile covered while away and helpers shall be paid \$0.08 for every mile covered, that is the hourly wage rate for their classification. As of January 1, 1976, these rates shall become \$0.10¹/₂ and \$0.08¹/₂ respectively.

(b) An hourly bonus of \$0.65 for each hour away from home to compensate for room and board expenses or payment of actual expenses upon production of vouchers. This bonus shall become \$0.75 per hour, as of May 12, 1976.”

15. Section XVI “*Minimum Wage Rates*” is replaced by the following:

“**XVI. Minimum Wage Rates:**

16.01

Chauffeur de chargeuse, bouteur, niveleuse, fardier / <i>Operator: loader, bulldozer, grader, float</i>	\$ 3.70	\$ 162	\$ 4.05	\$ 178
Chauffeur de camion à 3 essieux et plus / <i>Truck driver, three axles and over</i>	3.60	158	3.95	173
Chauffeur de camion / <i>Truck driver</i>	3.25	143	3.60	158
Manutention d'entrepôt / <i>Warehouseman</i>	3.10	136	3.45	151
Manoeuvre, aide, homme de service / <i>Labourer, helper, serviceman</i>	2.90	127	3.25	143
Mécanicien / <i>Mechanic</i>	3.85	169	4.20	185
Sténodactylo / <i>Shorthand typist</i>		115		130
Commis de bureau / <i>Office clerk</i>		100		115

16.02 Disposition spéciale relative aux salaires: Malgré toute autre disposition du présent décret, l'employeur doit verser au salarié au moins la rémunération hebdomadaire minimale qui lui serait payable selon l'Ordonnance numéro 4, 1972 de la Commission du salaire minimum ou toute autre ordonnance qui pourrait la modifier ou la remplacer.

16.03 Dans le cas où un salarié exerce plusieurs fonctions régies par le présent décret, au cours d'une même semaine de travail, il doit recevoir le taux de salaire de la fonction la mieux rémunérée, au taux minimal ci-dessus prévu au présent article, s'il la remplit durant au moins la moitié de la semaine de travail.»

16. Le titre suivant est inséré avant l'article XVII:

«Partie II

SERVICES DE TRANSPORT D'ARGENT,
DOCUMENTS ET DE VALEURS.»

17. L'article XVII est remplacé par les suivants:

«XVII. Champ d'application professionnel:

17.01 La deuxième partie du décret s'applique aux entreprises qui, moyennant rémunération, assurent le transport de documents de valeurs et d'argent et emploient à cette fin des salariés qui doivent être munis d'armes à feu au cours de l'exécution de leur travail. Elles demeurent toutefois régies par les dispositions générales du décret, sauf celles qui sont expressément modifiées par les dispositions de la présente section.

XVIII. Taux minimaux:

18.01 Salariés employés de façon permanente à plein temps:	
Caissier adjoint	\$ 5.19
Messager	5.12
Chauffeur	4.98
Garde	4.85

16.01

			À compter du 12 mai 1976 <i>As of May 12, 1976</i>	
	Horaire <i>Hourly</i>	Hebdomadaire <i>Weekly</i>	Horaire <i>Hourly</i>	Hebdomadaire <i>Weekly</i>

16.02 Special Provision respecting Wages: Notwithstanding any other provision of this decree, the employer shall pay his employees at least the minimum weekly remuneration to which they would be entitled according to Ordinance No. 4, 1972 of the Minimum Wage Commission or to any further ordinance which could amend or replace it.

16.03 Whenever an employee holds more than one occupation found in the decree during a given workweek, he shall be paid the wage rate of the highest paid occupation at the minimum wage rate provided for in this section, if he has held such highest paid occupation for at least half the standard workweek”.

16. The following title is added before section XVII:

“Part II

TRANSPORT OF CURRENCY,
DOCUMENTS AND VALUABLES”

17. Section XVII is replaced by the following:

“XVII. Professional Jurisdiction:

17.01 Part II of this decree covers firms that transport for payment, currency, documents and valuables and whose employees are provided with firearms for the carrying out of their work. Such firms are governed by the general provisions of this decree, except those which are amended by the provisions of this division.

XVIII. Minimum Wage Rates:

18.01 Regular Full-time Employees:

Assistant cashier	\$ 5.19
Messenger	5.12
Driver	4.98
Guard	4.85

Salariés à temps partiel:

		<i>À compter du 12 mai 1976</i>	
Chauffeur	\$ 3.25	\$ 3.60	
Garde	3.15	3.50	

18.02 Salariés à temps partiel: Le salarié à temps partiel, qui accomplit plus de 20 heures de travail par semaine, doit recevoir le taux de salaire prévu pour un salarié d'une même catégorie d'emploi, employé de façon permanente et à temps complet.

18.03 Dispositions spéciale relative aux salaires: Malgré toute autre disposition du présent décret, l'employeur doit verser au salarié au moins la rémunération hebdomadaire minimale qui lui serait payable selon l'Ordonnance numéro 4, 1972 de la Commission du salaire minimum ou toute autre ordonnance ultérieure qui pourrait la modifier ou la remplacer.

XIX. Horaire normal de travail:

19.01 La semaine normale de travail est de 40 heures étalées du lundi au samedi. Cependant, le salarié employé de façon permanente à plein temps a une garantie de travail et de rémunération de 42 heures par semaine.

19.02 La journée normale de travail est de 8 heures.

19.03 La majoration pour heures supplémentaires s'applique après 40 heures de travail dans une semaine ou 8 heures dans une journée de travail.»

18. L'article XVIII est remplacé par le suivant:

«XX. Durée du décret:

20.01 Le présent décret demeure en vigueur jusqu'au 30 juin 1976. Il se renouvelle automatiquement d'année en année par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne s'y oppose et en avise par écrit le ministre du travail et de la main-d'œuvre et toute autre partie contractante au cours du mois de mai de l'année 1976 ou de toute autre année subséquente.»

Le Greffier du Conseil exécutif,
GUY COULOMBE.

Part-time Employees:

		<i>As of May, 12, 1976</i>	
Driver	\$ 3.25	\$ 3.60	
Guard	3.15	3.50	

18.02 Part-time Employees: Any part-time employee who works more than 20 hours a week shall receive the wage rate provided for regular full-time employees in his same category of employment.

18.03 Special Provision respecting Wages: Notwithstanding any other provisions of this decree, the employer shall pay his employees at least the minimum weekly remuneration to which they would be entitled according to Ordinance No. 4, 1972 of the Minimum Wage Commission or any further ordinance which could amend or replace it.

XIX. Standard Work Schedule:

19.01 The 40-hour standard workweek is schedule from Monday through Saturday. However regular full-time employees are guaranteed and paid for a 42-hours standard workweek.

19.02 The standard workday consists of 8 hours.

19.03 Overtime rates shall be paid for all work performed over 40 hours a week or 8 hours a day''

18. Section XVIII is replaced by the following:

''XX. Term of the decree:

20.01 This decree remains in force until June 30, 1976. It is automatically renewed from year to year thereafter unless one of the contracting parties is opposed and gives a written notice to the Minister of Labour and Manpower and to any other contracting party during May of 1976 or of 'any subsequent year''.

GUY COULOMBE,
Clerk of the Executive Council.

A.C. 4801-75, 29 octobre 1975
Règ. 75-554, 30 octobre 1975

LOI DES AGENTS DE VOYAGE
(1974, ch. 53)

Agents de voyage — modification au règlement

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT les agents de voyages.

ATTENDU QU'en vertu de l'article 36-b de la Loi des agents de voyages (1974, ch. 53) le lieutenant-gouverneur en conseil peut faire des règlements pour déterminer les qualités requises d'une personne qui fait la demande d'un permis d'agents de voyages;

ATTENDU QUE conformément à ladite loi, le lieutenant-gouverneur en conseil a adopté par l'arrêté en conseil no 3780-75, en date du 13 août 1975, un règlement concernant les agents de voyages;

ATTENDU QU'il y a lieu de modifier ledit règlement:

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du ministre du tourisme, de la chasse et de la pêche que soit adopté le règlement ci-joint et intitulé «Règlement modifiant le règlement concernant les agents de voyages.

QUE le présent règlement entre en vigueur à compter de son adoption et soit publié dans la *Gazette officielle du Québec*.

Le Greffier du Conseil exécutif,
GUY COULOMBE.

**Règlement modifiant le règlement
concernant les agents de voyages**

1. L'article 5-a du règlement concernant les agents de voyages adopté par l'arrêté-en conseil no 3780-75 en date du 13 août 1975 est modifié en le remplaçant par le suivant:

- a) être citoyen canadien ou immigrant reçu au sens de la Loi sur l'immigration (S.R.C. 1970, ch. 1-2) et résider au Québec depuis au moins douze (12) mois consécutifs précédant la date de sa demande, et dans le cas d'une personne agissant pour le compte d'une association, société ou corporation, établir que l'association, société ou corporation qu'elle représente possède une place d'affaires au Québec, et, en outre, fournir les noms et adresses des administrateurs.

O.C. 4801-75, 29 October 1975
Reg. 75-554, 30 October 1975

TRAVEL AGENTS ACT
(1974, ch. 53)

Travel Agents — amendment to the Regulation

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING travel agents.

WHEREAS under section 36b of the Travel Agents Act, the Lieutenant-Governor in Council may make regulations to prescribe the qualifications required of a person applying for a travel agent's licence;

WHEREAS in accordance with the said Act, the Lieutenant-Governor in Council made a Regulation respecting travel agents under Order in Council 3780-75 dated 13 August 1975;

WHEREAS it is expedient to amend the said Regulation;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Tourism, Fish and Game that the Regulation annexed hereto entitled "Regulation amending the Regulation respecting travel agents" be enacted;

THAT this Regulation come into force upon its enactment and be published in the *Québec Official Gazette*.

GUY COULOMBE,
Clerk of the Executive Council.

**Regulation amending the regulation
respecting travel agents**

1. Section 5a of the Regulation respecting travel agents made under Order in Council 3780-75 dated 13 August 1975 is replaced by the following:

- a) be a Canadian citizen or a landed immigrant within the meaning of the Immigration Act (R.S.C., 1970, ch. 1-2) and have resided in the province of Québec for at least twelve (12) consecutive months prior to the date of his application, and in the case of a person acting on account of an association, partnership or corporation, establish that the association, partnership or corporation which he represents has a place of business in Québec and, in addition, furnish the names and addresses of the directors.



A.C. 4814-75, 29 octobre 1975
Règ. 75-555, 30 octobre 1975

CODE DE LA ROUTE
(S.R., 1964, ch. 231)

Émetteurs de plaques d'immatriculation

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT certains émetteurs de plaques d'immatriculation du Bureau des véhicules automobiles.

ATTENDU QUE l'arrêté en conseil 1014 du 31 juillet 1918, l'arrêté en conseil 2017 du 13 septembre 1939, l'arrêté en conseil 346 du 31 mars 1949 et l'arrêté en conseil 3429 du 10 septembre 1970 fixe les honoraires payables à certains émetteurs de plaques d'immatriculation du Bureau des véhicules automobiles alors désignés comme émetteurs de licences à commission du Bureau des véhicules automobiles;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 82, paragraphe 1 du Code de la route (S.R.Q., 1964, ch. 231), le lieutenant-gouverneur en conseil peut modifier les honoraires payables en vertu de la présente loi au sujet des licences, des permis et de l'immatriculation, changer la base des taux, établir de nouveaux taux, établir le prix des plaques d'immatriculation et faire tout règlement nouveau à leur sujet;

ATTENDU QUE selon une pratique établie alors que le Bureau des véhicules automobiles relevait de la compétence du trésorier de la province de Québec, une rétribution de 5% sur le montant de la taxe de vente perçu était allouée à certains émetteurs de plaques d'immatriculation du Bureau des véhicules automobiles, lors de toute immatriculation ou de tout transfert de véhicules automobiles effectué par eux;

ATTENDU QU'il y a lieu de réduire cette rétribution de 5% à 2%, étant donné que la rétribution régulière fixée par le ministère du revenu pour les mandataires de la taxe de vente est de 2%, de façon à la rendre conforme aux normes et règlements adoptés par le ministère du revenu et que cette rétribution soit versée par le Bureau des véhicules automobiles, à même les sommes affectées à son budget, à cette fin;

ATTENDU QU'il y a lieu, pour des raisons de saine administration, de porter de \$0.50 à \$1.00 le montant versé en rétribution à certains émetteurs de plaques d'immatriculation du Bureau des véhicules automobiles pour chaque émission d'un certificat d'immatriculation;

ATTENDU QUE la personne qui fait une demande d'immatriculation d'un véhicule automobile chez certains émetteurs de plaques d'immatriculation du Bureau des véhicules automobiles, verse auxdits émetteurs une rétribution de \$1.00 pour chaque émission d'un certificat d'immatriculation, à moins qu'elle ne s'adresse à un Bureau des véhicules automobiles, en personne ou au moyen de la poste, auquel cas aucune charge ne sera faite.

O.C. 4814-75, 29 October 1975
Reg. 75-555, 30 October 1975

HIGHWAY CODE
(R.S., 1964, ch. 231)

Issuers of registration markers

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING certain Motor Vehicle Bureau registration marker issuers.

WHEREAS under Order in Council 1014 dated 31 July 1918, Order in Council 2017 dated 13 September 1939, Order in Council 346 dated 31 March 1949 and Order in Council 3429 dated 10 September 1970 the fees payable to certain Motor Vehicle Bureau registration marker issuers then designated as license issuers on commission of the Motor Vehicle Bureau were fixed;

WHEREAS under section 82, subsection 1 of the Highway Code (R.S.Q., 1964, ch. 231), the Lieutenant-Governor in Council may alter the fees payable under this act in connection with licenses, permits and registrations, change the basis of the rates, establish new rates, establish the price of the registration markers, and make new regulations with respect thereto;

WHEREAS in accordance with a practice established while the Motor Vehicle Bureau was under the jurisdiction of the Treasurer of the Province of Québec, 5% compensation on the amount of the sales tax collected was granted to certain Motor Vehicle Bureau registration marker issuers upon any registration or transfer of motor vehicles carried out by them.

WHEREAS it is expedient to reduce such compensation from 5% to 2%, due to the fact that the regular compensation fixed by the Department of Revenue for the mandatories of the sales tax is 2%, in such a way as to render it conformable with the standards and regulations adopted by the Department of Revenue and that such compensation be paid by the Motor Vehicle Bureau, directly from the sums allocated to its budget for such purpose;

WHEREAS it is expedient, for purposes of sound management, to increase from \$0.50 to \$1.00 the amount paid as compensation to certain Motor Vehicle Bureau registration marker issuers for each issuance of a registration certificate.

WHEREAS the person who applies for the registration of a motor vehicle to certain Motor Vehicle Bureau registration marker issuers pays to the said issuers compensation of \$1.00 for every issuance of a registration certificate, unless he applies to a Motor Vehicle Bureau in person or by mail, in which case no charge shall be made.

IL EST ORDONNÉ en conséquence, sur la proposition du ministre des transports:

QUE les émetteurs de licences à commission du Bureau des véhicules automobiles, nommés comme tels, soient à l'avenir connus sous le nom d'émetteurs de plaques d'immatriculation du Bureau des véhicules automobiles;

QUE la rétribution de 5% allouée sur le montant de la taxe de vente perçu par certains émetteurs de plaques d'immatriculation du Bureau des véhicules automobiles lors de toute immatriculation ou de tout transfert de véhicules automobiles effectué par eux, soit réduite à 2% et que cette rétribution soit payée par le Bureau des véhicules automobiles, à même les sommes affectées à son budget, à cette fin;

QUE la personne qui fait une demande d'immatriculation d'un véhicule automobile chez certains émetteurs de plaques d'immatriculation du Bureau des véhicules automobiles, verse auxdits émetteurs une rétribution de \$1.00 pour chaque émission d'un certificat d'immatriculation;

QUE le présent arrêté en conseil remplace, à compter du 17 novembre 1975, l'arrêté en conseil 1014 du 31 juillet 1918, l'arrêté en conseil 2017 du 13 septembre 1939, l'arrêté en conseil 346 du 31 mars 1949 et l'arrêté en conseil 3429 du 10 septembre 1970;

QUE le présent arrêté en conseil soit adopté tel que rédigé et entre en vigueur à compter de la date de l'émission des plaques d'immatriculation 1976.

Le greffier du Conseil exécutif,
GUY COULOMBE.

908-o

IT IS ORDERED therefore, upon the recommendation of the Minister of Transport:

THAT the license issuers on commission of the Motor Vehicle Bureau, appointed as such, be known in the future under the name of Motor Vehicle Bureau registration marker issuers;

THAT the compensation of 5% granted on the amount of the sales tax collected by certain Motor Vehicle Bureau registration marker issuers upon any registration or transfer of motor vehicles made by them be reduced to 2% and that such compensation be paid by the Motor Vehicle Bureau directly from the amounts allocated to its budget for such purpose;

THAT a person who applies for the registration of a motor vehicle to certain Motor Vehicle Bureau registration marker issuers pay to the said issuers compensation of \$1.00 for every issuance of a registration certificate.

THAT this Order in Council replace, effective from 17 November 1975, Order in Council 1014 dated 31 July 1918, Order in Council 2017 dated 13 September 1939, Order in Council 346 dated 31 March 1949 and Order in Council 3429 dated 10 September 1970;

THAT this Order in Council be enacted as drafted and come into force upon the date of issuance of the 1976 registration markers.

GUY COULOMBE,
Clerk of the Executive Council.

908-o

A.C. 4398-75, 1 octobre 1975
Règ. 75-558, 31 octobre 1975

LOI DES ÉLECTRICIENS
ET INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES
(S.R., 1964, ch. 152)

Code de l'électricité — Modifications

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des modifications au Code de l'électricité.

ATTENDU QUE la Loi des électriciens et installations électriques, (S.R.Q. 1964, ch. 152), prévoit à l'article 32 que le bureau des examinateurs des électriciens peut, avec l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, décréter que le Code électrique national (*National Electrical Code*) ou le Code électrique canadien (*Canadian Electrical Code*) serve, l'un ou l'autre, de base pour l'élaboration du programme des examens ainsi que pour la rédaction des formulaires et des questionnaires dont se servent les examinateurs pour les examens des aspirants;

ATTENDU QUE l'article 32 de ladite loi prévoit que le code électrique choisi sert de base d'application de la loi;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 10 de ladite loi, le lieutenant-gouverneur en conseil peut prescrire les matériaux, accessoires et appareils électriques qu'il est permis d'utiliser dans les travaux d'installation électrique;

ATTENDU QUE le Code de l'électricité a été adopté par l'arrêté en conseil 951-74 du 13 mars 1974, publié dans la *Gazette officielle du Québec* du 20 mars 1974, et modifié par l'arrêté en conseil 1577-74 du 1^{er} mai 1974;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 32 de ladite loi, le bureau des examinateurs peut, avec l'approbation du Ministre, modifier ou changer ledit code de l'électricité;

ATTENDU QU'il semble au ministre du travail et de la main-d'oeuvre et au bureau des examinateurs des électriciens, dans l'intérêt général de modifier ledit Code de l'électricité pour rencontrer les développements techniques dans le domaine de l'électricité:

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du ministre du travail et de la main-d'oeuvre:

QUE le Code de l'électricité, adopté par l'arrêté en conseil 951-74 du 13 mars 1974, publié dans la *Gazette officielle* du 20 mars 1974 et modifié par l'arrêté en conseil 1577-74 du 1^{er} mai 1974, soit de nouveau modifié par le texte annexé au présent arrêté:

QUE lesdites modifications entrent en vigueur à compter de leur publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

Le greffier du Conseil exécutif.
GUY COULOMBE.

O.C. 4398-75, 1 October, 1975
Reg. 75-558, 31 October, 1975

ELECTRICIANS AND ELECTRICAL
INSTALLATIONS ACT
(R.S., 1964, ch. 152)

Electrical Code — Amendments

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments to the Electrical Code.

WHEREAS the Electricians and Electrical Installations Act, (R.S.Q., 1964, ch. 152), mentions in section 32 that the Board of Examining Electricians may, with the approval of the Lieutenant-Governor in Council, prescribe that the National Electrical Code or the Canadian Electrical Code shall, either the one or the other, serve as a basis in drafting the examination programme as well as the forms and questionnaires to be used by the examiners upon the examination of candidates;

WHEREAS section 32 of the said Act provides that the electrical code chosen shall serve as a basis for applying the Act;

WHEREAS under section 10 of the said Act, the Lieutenant-Governor in Council may prescribe the materials and electrical accessories and apparatus which may be used in electrical installation work;

WHEREAS the Electrical Code has been adopted by Order in Council 951-74 of March 13, 1974 and published in the *Québec Official Gazette* of March 20, 1974 and amended by Order in Council 1577-74 of May, 1, 1974;

WHEREAS under section 32 of the said Act, the Board of Examining Electricians may, with the approval of the Minister, amend or change the said Electrical Code;

WHEREAS it appears to the Minister of Labour and Manpower and the Board of Examining Electricians to be in the general interest to amend the said Code in order to keep pace with technological change in the area of electricity:

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Labour and Manpower:

THAT the Electrical Code, adopted by Order in Council 951-74 of March 13, 1974 and published in the *Québec Official Gazette* of March 20, 1974 and amended by Order in Council 1577-74 of May 1, 1974, be once again amended by the text attached to this Order in Council:

THAT the said amendments come into force as of their publication in the *Québec Official Gazette*.

GUY COULOMBE.
Clerk of the Executive Council.

ANNEXE

Texte des modifications au Code de l'électricité

1. L'article 6.004 du Code de l'électricité est remplacé par le suivant:

«6.004. Nombre de branchements de consommateur sur ou dans un bâtiment:

- 1 Quatre branchements de consommateur au maximum peuvent être installés sur ou dans un même bâtiment.
- 2) Dans le cas de modification à l'installation électrique d'un bâtiment où il y a plus de quatre branchements de consommateur, ces branchements peuvent être remplacés en autant que le nombre total de branchements ne soit pas augmenté».

2. Le paragraphe 2 de l'article 10.106 dudit code est remplacé par le suivant:

- «2) Un montage de fils intérieur alimenté par un réseau non mis à la terre de plus de 150 volts entre les conducteurs sous tension doit être pourvu d'un dispositif approprié pour indiquer la présence d'un défaut à la terre».

3. Ledit code est modifié en insérant après l'article 12.116, l'article suivant:

«12.117. Raccord aux bornes et épissures de conducteurs d'aluminium:

- 1) Des mesures adéquates doivent être prises pour faire des épissures et des raccords aux bornes avec des conducteurs d'aluminium, de même que pour l'enlèvement de l'isolant et des séparateurs, le nettoyage avec une brosse métallique des conducteurs toronnés, et l'installation des garnitures appropriées.
- 2) Un composé approprié pour les joints, capable de pénétrer la pellicule d'oxyde et l'empêcher de se reformer, doit être appliqué sur les raccords aux bornes ou les épissures de tous les calibres de conducteur toronné, à moins que le raccord à la borne ou l'épissure soit conçu pour utilisation sans composé et soit ainsi identifié.
- 3) Sous réserve des paragraphes 4 et 5, l'appareillage raccordé à des conducteurs d'aluminium doit être spécifiquement fabriqué à cet effet et identifié comme tel.
- 4) L'appareillage muni exclusivement de conducteurs de raccord pour sa connexion à l'alimentation ne requiert pas d'être fabriqué spécifiquement pour usage avec les conducteurs d'aluminium.
- 5) L'appareillage tel que les boîtes de sortie munies exclusivement de bornes de mise à la terre ne requiert pas d'être fabriqué spécifiquement pour usage avec les conducteurs d'aluminium.

APPENDIX

Amendments to the Electrical Code

1. Rule 6.004 of the Electrical Code is replaced by the following:

“6.004. Number of consumers' services permitted in or on a building:

- (1) A maximum of four consumers' services may be run to, on or in any building.
- (2) In the case of any change to the electrical installation of any building where there are more than 4 consumers' services, these services may be replaced provided that the total number of these services is not increased”.

2. Subrule 2 of rule 10.106 of the said code is replaced by the following:

- “(2) Interior wiring supplied by an ungrounded system of more than 150 volts between live conductors shall be equipped with a suitable ground protection device to indicate the presence of a ground fault”.

3. The said code is amended by including after rule 12.116 the following section:

“12.117. Termination and splicing of aluminum conductors:

- (1) Adequate precautions shall be given to the termination and splicing of aluminum conductors including the removal of insulation and separators, the cleaning (wire brushing) of stranded conductors, and the compatibility and installation of fittings.
- (2) A suitable joint compound, capable of penetrating the oxide film and preventing its reforming, shall be used for terminating or splicing all sizes of stranded aluminum conductors, unless the termination or splice is suitable for use without compounding and is so marked.
- (3) Except as permitted in subrules 4 and 5, equipment connected to aluminum conductors shall be specifically fabricated for the purpose and so marked.
- (4) Equipment having only leads for connection to the supply need not be specifically fabricated for use with aluminum conductors.
- (5) Equipment such as outlet boxes having only grounding terminals need not be specifically fabricated for use with aluminum conductors.

- 6) Les conducteurs d'aluminium ne doivent pas être utilisés dans les emplacements mouillés ou humides à moins que le raccord à la borne ou l'épissure soit protégé adéquatement contre la corrosion.
- 7) Les connexions faites sur place entre des cosses d'aluminium et des barres omnibus en cuivre ou aluminium ou des cosses en cuivre, et assemblées avec des boulons ou goujons de $\frac{3}{8}$ de pouce ou plus de diamètre doivent inclure comme partie du joint, un des dispositifs suivants pour tenir compte de la dilatation des pièces:
- une rondelle conique à ressort;
 - une rondelle hélicoïdale à ressort de type robuste pourvu qu'une rondelle en acier d'une épaisseur non inférieure à $\frac{1}{16}$ du diamètre nominal du boulon ou du goujon soit insérée entre la rondelle hélicoïdale et toute la surface d'aluminium contre laquelle elle pourrait buter; ou
 - des boulons ou goujons d'aluminium pourvu que toutes les parties de la connexion soient en aluminium.
- 8) Lorsque les dispositifs sont munis de bornes à vis de pression autour desquelles les conducteurs peuvent être bouclés sous la tête de la vis, le raccord des conducteurs d'aluminium doit se faire de façon à ce que la boucle formée autour de la vis soit le $\frac{3}{4}$ d'une boucle complète dans le sens des aiguilles d'une montre. De plus, un seul conducteur doit être raccordé sur toute vis.
4. L'article 14.002 dudit code est remplacé par le suivant:
- «**14.002. Type et capacités des dispositifs de protection et de contrôle (voir appendice B):** Les dispositifs de protection à maximum d'intensité doivent assurer un fonctionnement sans danger, et avoir une capacité de rupture adéquate pour la tension utilisée et pour les courants de défaut possibles qui doivent être interrompus.»
5. L'article 28.600 dudit code est remplacé par le suivant:
- «**28.600. Nécessité de dispositifs de sectionnement:**
- Des dispositifs de sectionnement indépendants doivent être installés pour:
 - chaque moteur;
 - chaque démarreur;
 - chaque dérivation de moteur conformément au sous-paragraphe 14.000b;
 - chaque groupe de moteur selon l'article 28.204.
 - Sous réserve des articles 28.602 et 28.604, le même dispositif de sectionnement peut être utilisé pour remplir à la fois plus d'une ou même toutes les fonctions requises au paragraphe 1.»
- (6) Aluminum conductors shall not be used in wet or damp locations unless the termination or splice is adequately protected against corrosion.
- (7) Field-assembled connections between aluminum lugs and aluminum or copper bus bars or lugs, involving bolts or studs $\frac{3}{8}$ inch in diameter or larger shall include as part of the joint any of the following means of allowing for expansion of the parts:
- a conical spring washer; or
 - a helical spring washer of the heavy series, provided that a flat steel washer or thickness not less than $\frac{1}{16}$ of the nominal diameter of the bolt or stud is interposed between the helical washer and any aluminum surface against which it would rest; or
 - aluminum bolts or studs, provided that all the elements in the assembled connection are of aluminum.
- (8) Connection of aluminum conductors to wiring devices having wire binding terminal screws around which conductors can be looped under the head of the screw, shall be made by forming the conductor in a clockwise direction around the screw into $\frac{3}{4}$ of a complete loop; only one conductor shall be connected to any one screw.
4. Rule 14.002 of the said code is replaced by the following:
- “**14.002. Types and ratings of protective and control devices (see appendix “B”):** Overcurrent protective devices shall ensure safe operation and have interrupting capacity sufficient for the voltage employed and for the anticipated fault current which must be interrupted.”
5. Rule 28.600 of the said code is replaced by the following:
- “**28.600. Necessity of disconnecting means:**
- Separate disconnecting means shall be provided for:
 - each motor;
 - each motor starter;
 - each motor branch circuit as required under 14.000b;
 - each motor group according to rule 28.204.
 - Subject to rule 28.602 and 28.604, the same disconnecting means may be used to satisfy any or all of the requirements of subrule (1).”

6. L'article 28.602 dudit code est remplacé par le suivant:

«**28.602. Emplacement des dispositifs de sectionnement:** Le dispositif de sectionnement doit être situé dans un endroit d'où l'on peut voir le démarreur ou le moteur et à une distance non supérieure à 30 pieds de l'un ou de l'autre. Le dispositif de sectionnement doit être:

- a) fabriqué de façon à pouvoir être verrouillé dans la position ouverte excepté pour les cas où le dispositif de sectionnement est tel que décrit aux sous-paragraphes 28.604 1c et e; et
- b) identifié par rapport au démarreur et au moteur qu'il alimente selon l'article 2.100.»

7. L'article 46.004 dudit code est remplacé par le suivant:

«**46.004. Méthode de montage des fils:** Les conducteurs doivent être installés conformément à la section 12.»

8. Le sous-paragraph 1b de l'article 62.010 dudit code est remplacé par le suivant:

- b) avoir une intensité au moins égale à 125% de la charge raccordée.»

9. Le paragraphe 6 de l'article 62.012 dudit code est remplacé par le suivant:

«**6)** Lorsqu'un branchement, une artère ou une dérivation sont uniquement utilisés pour l'alimentation d'appareils de chauffage, le calibre des dispositifs de protection à maximum d'intensité de ces circuits doit être établi conformément à l'article 14.304.»

10. Le paragraphe 7 de l'article 62.012 dudit code est modifié en retranchant les mots «à cartouche» dans la première ligne.

11. L'appendice «B» dudit code est modifié en insérant après l'article 12.1216 le suivant:

«**14.002.** Les dispositifs de protection contre les surintensités, l'impédance totale, et les autres caractéristiques du circuit doivent être choisis et coordonnés de façon à ce que les dispositifs de protection utilisés interrompent un défaut avant qu'il y ait des dommages sérieux causés aux équipements électriques.

À moins d'indication contraire, les intensités maximales de rupture des dispositifs à maximum d'intensité (disjoncteurs ou fusibles) sont: 5,000 ampères symétriques pour les disjoncteurs de 100 ampères ou moins à 250 volts ou moins, 10,000 ampères symétriques pour les disjoncteurs de plus de 250 volts et 10,000 ampères symétriques pour les fusibles.»

6. Rule 28.602 of the said code is replaced by the following:

«**28.602. Location of disconnecting means:** The disconnecting means for each motor shall be located within sight of and within 30 feet of the motor or the starter. The disconnecting means shall be:

- (a) fabricated so that it can be locked in the open position except in those cases when the disconnecting means is that described in paragraphs 28.604 1c and e; and
- (b) identified with respect to the starter and the motor which it feeds under rule 2.100.»

7. Rule 46.004 of the said code is replaced by the following:

«**46.004. Method of wiring:** the method of wiring for conductors shall be in accordance with section 12.»

8. Paragraph 1b of rule 62.010 of the said code is replaced by the following:

- (b) have an ampacity at least equal to 125% of the connected load.

9. Subrule 6 of rule 62.012 of the said code is replaced by the following:

(6) When a service, feeder, or branch circuit is used solely for the supply of energy to heating equipment, the setting of overcurrent devices of these circuits shall conform to rule 14.304.»

10. Subrule 7 of rule 62.012 of the said code is amended by deleting the word "cartridge" in the first line.

11. Appendix "B" of the said code is amended by inserting the following after rule 12.1216:

«**14.002.** The overcurrent protective devices, the total impedance and other characteristics of the circuit to be protected shall be so selected and coordinated, as to permit the circuit protective devices used, to clear a fault without the occurrence of extensive damage to the electrical components of the circuits.

Unless otherwise indicated, the maximum interrupting ratings of overcurrent devices (circuit breakers or fuses) are: 5,000 amperes symmetrical maximum for circuit breakers rated 100 amperes or less at 250 volts or less, and 10,000 amperes symmetrical maximum for circuit breakers at more than 250 volts and 10,000 amperes symmetrical maximum for fuses.»

Avis

Notices

AVIS D'ADOPTION DU RÈGLEMENT
NUMÉRO 3

BOIS OUVRÉ — PROVINCE

Monsieur Gérald Harvey, ministre du travail et de la main-d'œuvre, donne avis par les présentes, que, conformément au paragraphe *h* de l'article 20 de la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q., 1964, ch. 143 et am.), le Comité paritaire du bois ouvré du Québec, a adopté un règlement relatif au rapport mensuel (numéro 3) dont le texte est annexé:

«Comité paritaire du bois ouvré du Québec
Règlement relatif au rapport mensuel
Numéro 3

1.00 Rapport mensuel: Tout employeur professionnel régi par le décret 3449-75 du 30 juillet 1975 et ses modifications ultérieures, doit transmettre au siège social du comité, un rapport mensuel, par écrit, signé par lui-même ou par une personne responsable qu'il désigne, sur lequel doivent être indiqués les nom, prénoms, adresse de chaque salarié à son emploi, sa qualification, le nombre d'heures régulières et supplémentaires effectuées chaque semaine, la nature de ce travail et le salaire payé.

2.00 Le rapport doit être transmis au comité même dans les cas où aucun travail n'a été exécuté, le ou avant le 15 de chaque mois et doit couvrir le mois précédent.»

Ce règlement entre en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

Le sous-ministre,
GILLES LAPORTE.

Ministère du travail et
de la main-d'œuvre,

905-o

NOTICE OF ADOPTION OF BY-LAW
NUMBER 3

WOODWORKING INDUSTRY — PROVINCE

Pursuant to subsection *h* of section 20 of the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q., 1964, ch. 143 and am.), Mr. Gérald Harvey, Minister of Labour and Manpower, hereby gives notice that the Québec Woodworking Parity Committee has adopted a by-law respecting the Monthly Report (Number 3) for which copy is attached:

“Québec Woodworking Parity Committee
By-law respecting the Monthly Report
Number 3

1.00 Monthly Report: Any professional employer governed by Decree No. 3449-75 of July 30, 1975 and its further amendments, shall submit to the head-office of the Parity Committee, a monthly report signed by himself or by his duly authorized representative, in which shall be shown the complete name and address of each employee in his employ, his competency, the number of regular and overtime hours worked each week, the nature of this work and the wage paid.

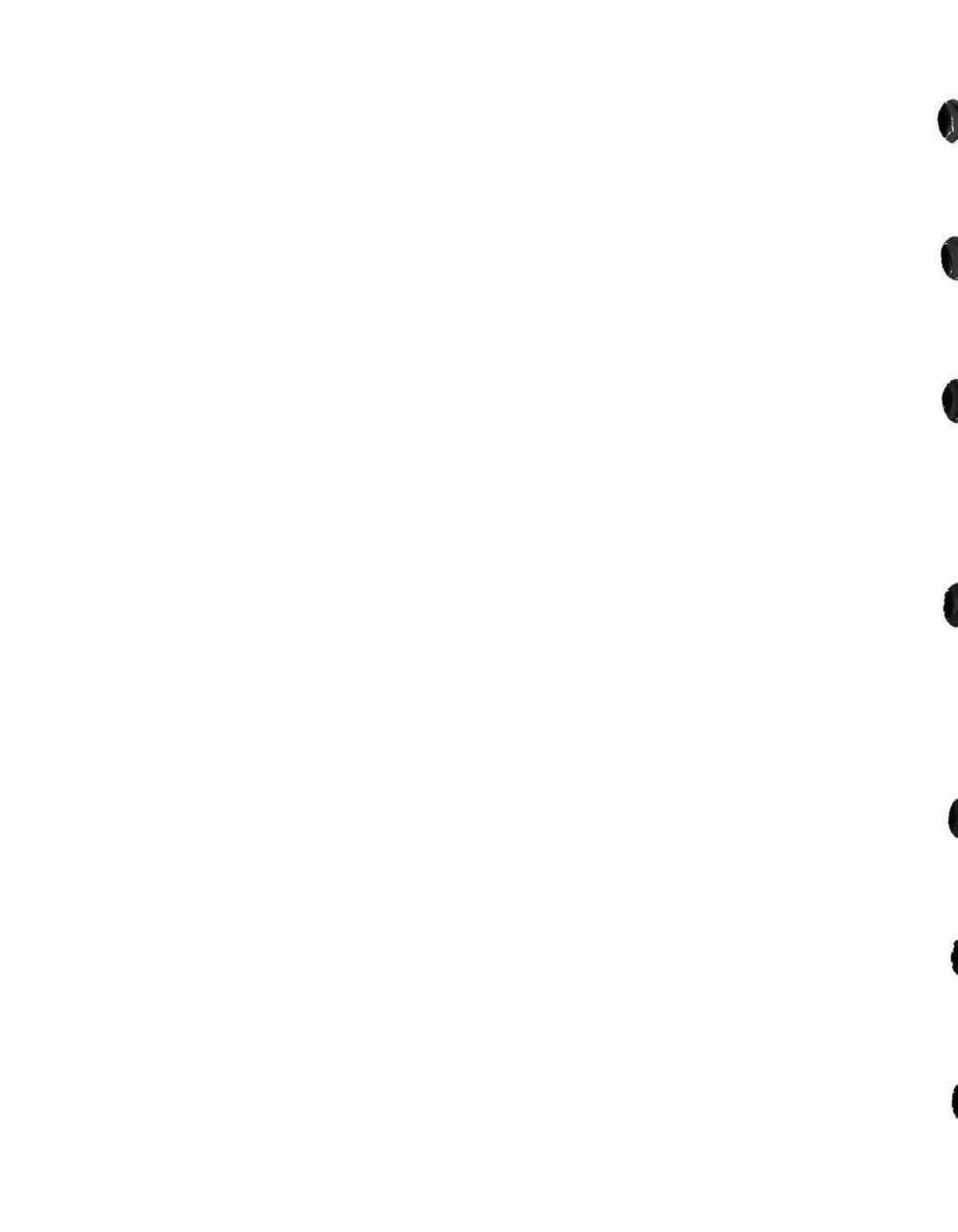
2.00 The monthly report shall be submitted to the Parity Committee, even in the case where no work has been performed, on or before the fifteenth of the following month and shall cover the preceding month.”

This by-law shall come into force on the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

GILLES LAPORTE,
Deputy Minister.

Department of Labour
and Manpower,

905-o



AVIS D'APPROBATION DE RÈGLEMENT

CODE DES PROFESSIONS
(1973, ch. 43)

Le ministre responsable de l'application des lois professionnelles, l'honorable Bernard Lachapelle, donne avis par les présentes, conformément à l'article 93 du Code des professions, que le « Règlement concernant les affaires du Bureau et les assemblées générales » adopté par le Bureau de la Corporation professionnelle des ergothérapeutes du Québec et publié dans la Partie 2 de la *Gazette officielle du Québec* du 27 août 1975, aux pages 4819 à 4824, a été approuvé le 29 octobre 1975 en vertu de l'arrêté en conseil 4843-75.

En conséquence, ce règlement entre en vigueur le jour de la publication du présent avis dans la *Gazette officielle du Québec*.

*Le ministre responsable de l'application
des lois professionnelles,
BERNARD LACHAPELLE.*

906-o

NOTICE OF APPROVAL OF A REGULATION

PROFESSIONAL CODE
(1973, ch. 43)

The Minister responsible for the application of the laws respecting the professions, the Honourable Bernard Lachapelle, hereby gives notice in accordance with section 93 of the Professional Code, that the "Regulation respecting the carrying out of the business of the Bureau and the general meetings" made by the Bureau of the Professional Corporation of Occupational Therapists of Québec and published in Part 2 of the *Québec Official Gazette* of 27 August 1975, on pages 4819 to 4824, was approved on 29 October 1975 under Order in Council 4843-75.

Therefore, this Regulation shall come into force on the day of publication of this notice in the *Québec Official Gazette*.

*BERNARD LACHAPELLE,
Minister responsible for the application of the
laws respecting the professions.*

906-o



AVIS D'APPROBATION DE RÈGLEMENT

CODE DES PROFESSIONS
(1973, ch. 43)

Le ministre responsable de l'application des lois professionnelles, l'honorable Bernard Lachapelle, donne avis par les présentes, conformément à l'article 93 du Code des professions, que le «Règlement déterminant la procédure du comité d'inspection professionnelle» adopté par le Bureau de la Corporation professionnelle des ergothérapeutes du Québec et publié dans la Partie 2 de la *Gazette officielle du Québec* du 27 août 1975, aux pages 4825 à 4830, a été approuvé le 5 novembre 1975 en vertu de l'arrêté en conseil 4953-75, avec les modifications suivantes:

a) remplacer le paragraphe c de l'article 1.01 par le suivant:

c) «dossiers»: les dossiers, livres et registres que tient un ergothérapeute dans l'exercice de sa profession, ainsi que les documents ou rapports auxquels il a effectivement collaboré dans les dossiers, livres et registres tenus par ses confrères de travail ou son employeur, incluant un établissement au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (1971, ch. 48);

b) retrancher la section 7.

En conséquence, ce règlement entre en vigueur tel que modifié le jour de la publication du présent avis dans la *Gazette officielle du Québec*.

*Le ministre responsable de l'application
des lois professionnelles,
BERNARD LACHAPELLE.*

906-o

NOTICE OF APPROVAL OF A REGULATION

PROFESSIONAL CODE
(1973, ch. 43)

The Minister responsible for the application of the laws respecting the professions, the Honourable Bernard Lachapelle, hereby gives notice in accordance with section 93 of the Professional Code that the "Regulation determining the procedure of the professional inspection committee", made by the Bureau of the Professional Corporation of Occupational Therapists of Québec and published in Part 2 of the *Québec Official Gazette* of 27 August 1975, pages 4825 to 4830, was approved on 5 November 1975 under Order in Council 4953-75, with the following amendments:

(a) replace paragraph c of section 1.01 by the following:

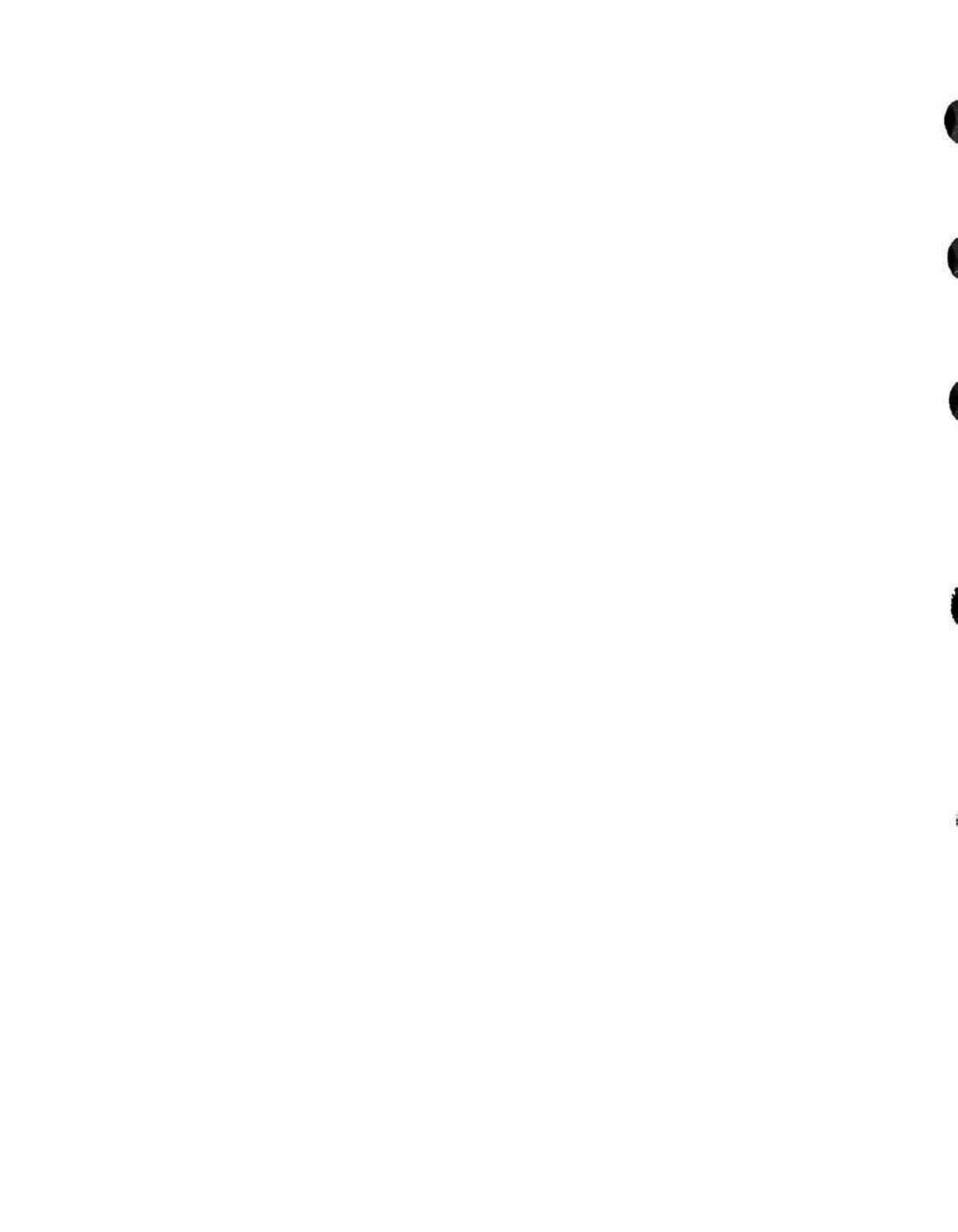
(c) "records": the records, books and registers kept by an occupational therapist in the practice of his profession, as well as the documents or reports in which he has in fact collaborated in the records, books and registers of his colleagues or his employer, including an establishment within the meaning of the Act respecting health services and social services (1971, ch. 48);

(b) delete section 7.

Therefore, this Regulation shall come into force as amended on the day of publication of this notice in the *Québec Official Gazette*.

*BERNARD LACHAPELLE,
Minister responsible for the application
of the laws respecting the professions.*

906-o



AVIS D'APPROBATION DE RÈGLEMENT

CODE DES PROFESSIONS
(1973, ch. 43)

Le ministre responsable de l'application des lois professionnelles, l'honorable Bernard Lachapelle, donne avis par les présentes, conformément à l'article 93 du Code des professions, que le «Règlement concernant les autres conditions et modalités de délivrance des permis» adopté par le Bureau de la Corporation professionnelle des hygiénistes dentaires du Québec et publié dans la Partie 2 de la *Gazette officielle du Québec* du 27 août 1975, aux pages 4831 et 4832, a été approuvé le 29 octobre 1975 en vertu de l'arrêté en conseil 4844-75.

En conséquence, ce règlement entre en vigueur le jour de la publication du présent avis dans la *Gazette officielle du Québec*.

*Le ministre responsable de l'application
des lois professionnelles,*
BERNARD LACHAPELLE.

906-o

NOTICE OF APPROVAL OF A REGULATION

PROFESSIONAL CODE
(1973, ch. 43)

The Minister responsible for the application of the laws respecting the professions, the Honourable Bernard Lachapelle, hereby gives notice in accordance with section 93 of the Professional Code, that the "Regulation respecting the other terms and conditions for issuing permits" made by the Bureau of the Professional Corporation of Dental Hygienists of Québec and published in Part 2 of the *Québec Official Gazette* of 27 August 1975, pages 4831 and 4832, was approved on 29 October 1975 under Order in Council 4844-75.

Therefore, this Regulation shall come into force on the day of publication of this notice in the *Québec Official Gazette*.

BERNARD LACHAPELLE,
*Minister responsible for the application
of the laws respecting the professions.*

906-o



AVIS

Conformément à l'article 28 de la Loi sur l'assurance-récolte (1974, ch. 31), avis est donné que la Régie de l'assurance-récolte du Québec a établi pour l'année d'assurance 1976 les prix unitaires et les taux de cotisation suivants:

Pommes de terre:**1) Prix unitaires**

\$2.00 ou \$3.00 le quintal pour un rendement assuré à 80%

\$2.30 ou \$3.45 le quintal pour un rendement assuré à 70%

\$2.65 ou \$4.00 le quintal pour un rendement assuré à 60%

2) Taux de cotisation

\$5.00 le \$100.00 de valeur assurée (option à 80%)

\$3.80 le \$100.00 de valeur assurée (option à 70%)

\$2.85 le \$100.00 de valeur assurée (option à 60%)

A) N.B. Un escompte est applicable sur la cotisation exigible lorsque le producteur signe sa demande d'assurance avant le 31 mars de l'année où la protection sera en vigueur. Cet escompte est calculé à raison de 1% par mois complet de paiement par anticipation, sans toutefois dépasser le 31 mars de l'année où la protection sera en vigueur.

B) N.B. Les taux de cotisation indiqués ci-dessus représentent la partie payable par l'assuré, soit 50% de la prime totale.

Président et directeur général,
ROBERT SAMSON.

909-o

NOTICE

In accordance with section 28 of the Crop Insurance Act (1974, ch. 31), notice is given that the *Régie de l'assurance-récolte du Québec* fixed the following unit prices and assessment rates for the 1976 insurance year:

Potatoes:**(1) Unit prices**

\$2.00 or \$3.00 per quintal for an insured yield at 80%

\$2.30 or \$3.45 per quintal for an insured yield at 70%

\$2.65 or \$4.00 per quintal for an insured yield at 60%

(2) Assessment rates

\$5.00 per \$100.00 of insured value (option at 80%)

\$3.80 per \$100.00 of insured value (option at 70%)

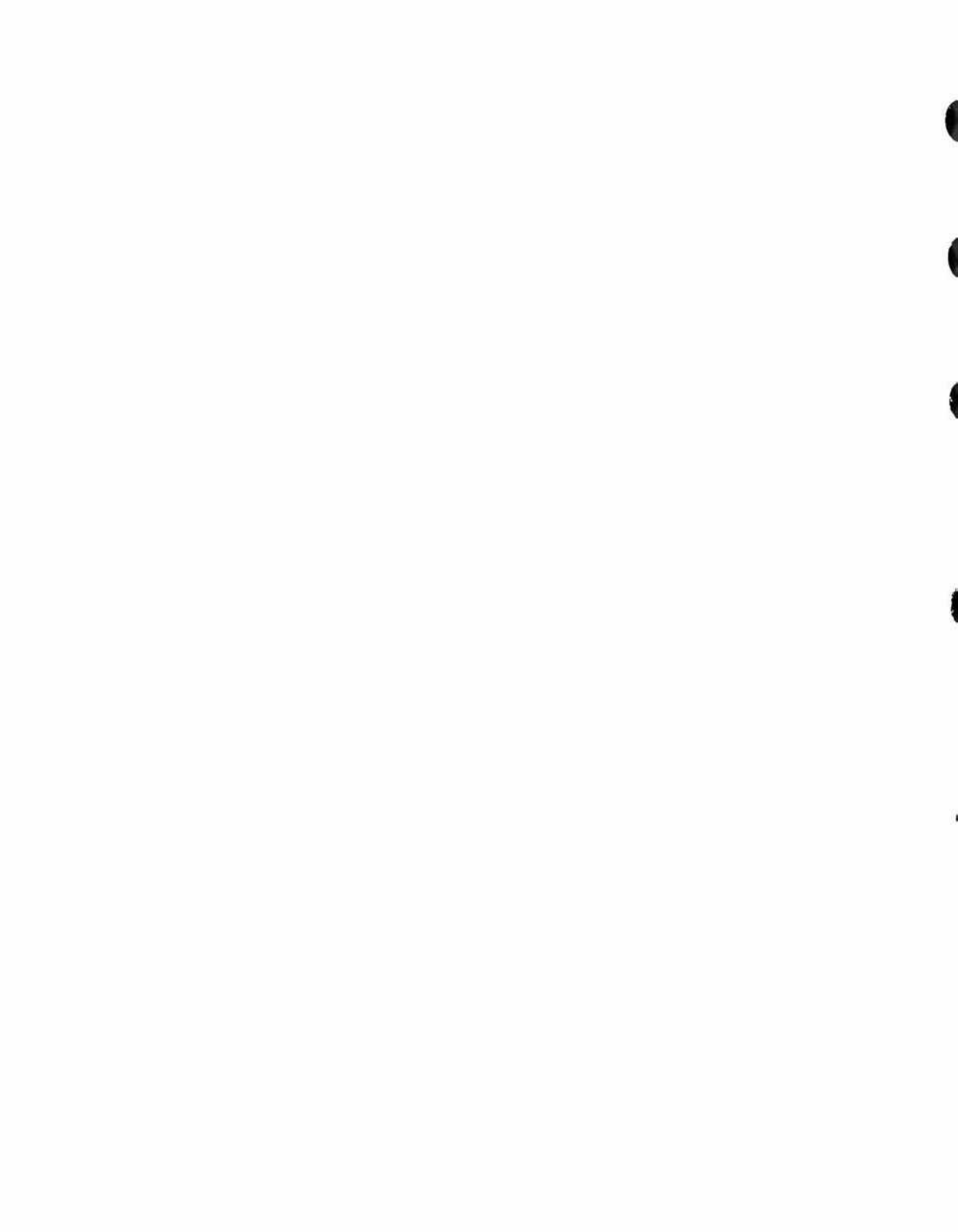
\$2.85 per \$100.00 of insured value (option at 60%)

(A) N.B. There will be a discount on the assessment payable where the producer signs his application for insurance prior to 31 March of the year during which the protection will be in force. This discount shall be computed at the rate of 1% per complete month of anticipated payment, without, however going beyond 31 March of the year during which the protection will be in force.

(B) N.B. The assessment rates indicated above represent the part payable by the insured, namely, 50% of the total premium.

ROBERT SAMSON,
Président and general manager.

909-o



AVIS D'APPROBATION DE RÈGLEMENT

CODE DES PROFESSIONS

(1973, ch. 43)

Le ministre responsable de l'application des lois professionnelles, l'honorable Bernard Lachapelle, donne avis par les présentes, conformément à l'article 93 du Code des professions, que le «Règlement déterminant la procédure du comité d'inspection professionnelle» adopté par le Bureau de la Corporation professionnelle des technologistes médicaux du Québec et publié dans la Partie 2 de la *Gazette officielle du Québec* du 28 mai 1975, aux pages 2363 à 2367, a été approuvé le 5 novembre 1975 en vertu de l'arrêté en conseil 4956-75, avec les modifications suivantes:

a) remplacer le paragraphe c de l'article 1.01 par le suivant:

c) «dossiers»: les dossiers, livres et registres que tient un technologiste médical dans l'exercice de sa profession, ainsi que:

i) les documents ou rapports auxquels il a effectivement collaboré dans les dossiers, livres et registres tenus par ses confrères de travail ou son employeur, incluant un établissement au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (1971, ch. 48) ou un laboratoire au sens de la Loi de la protection de la santé publique (1972, ch. 42), et

ii) un échantillon ou un spécimen qui lui a été confié pour analyse;

b) retrancher la section 7.

En conséquence, ce règlement entre en vigueur tel que modifié le jour de la publication du présent avis dans la *Gazette officielle du Québec*.

*Le ministre responsable de l'application
des lois professionnelles,
BERNARD LACHAPELLE.*

906-o

NOTICE OF APPROVAL OF A REGULATION

PROFESSIONAL CODE

(1973, ch. 43)

The Minister responsible for the application of the laws respecting the professions, the Honourable Bernard Lachapelle, hereby gives notice in accordance with section 93 of the Professional Code, that the "Regulation determining the procedure of the professional inspection committee" made by the Bureau of the Professional Corporation of Medical Technologists of Québec and published in Part 2 of the *Québec Official Gazette* of 28 May 1975, pages 2363 to 2367, was approved on 5 November 1975 under Order in Council 4956-75, with the following amendments:

(a) replace paragraph c of section 1.01 by the following:

(c) "records": the records, books and registers kept by a medical technologist in the practice of his profession, as well as:

(i) the documents or reports in which he has in fact collaborated in the records, books and registers kept by his colleagues or employer, including an establishment within the meaning of the Act respecting health services and social services (1971, ch. 48) or a laboratory within the meaning of the Public Health Protection Act (1972, ch. 42), and

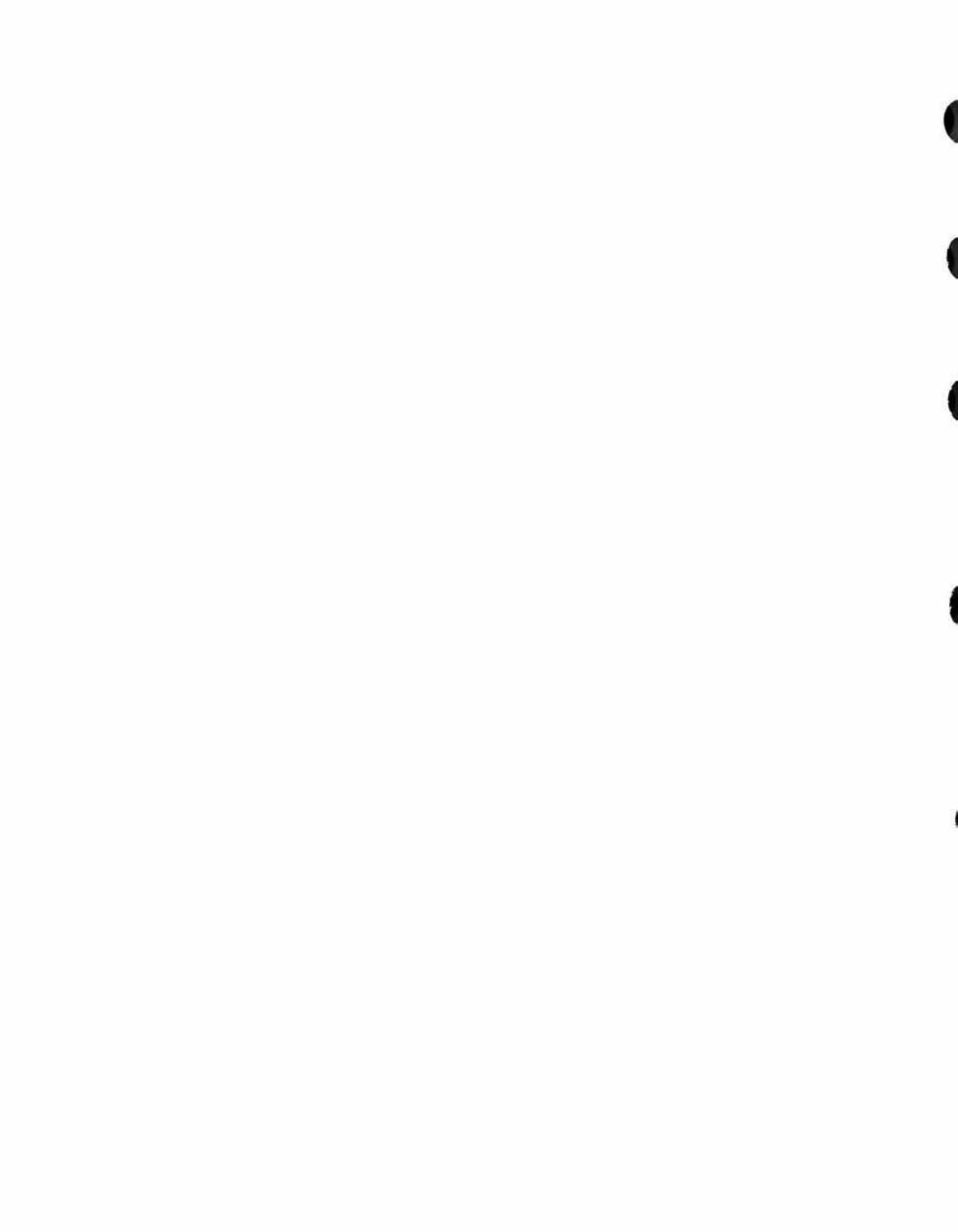
(ii) a sample or specimen entrusted to him for analysis;

(b) delete Division 7.

Therefore, this Regulation shall come into force as amended on the day of publication of this notice in the *Québec Official Gazette*.

*BERNARD LACHAPELLE,
Minister responsible for the application
of the laws respecting the professions.*

906-o



Projets de règlement

Draft Regulations

AVIS

Industrie de la construction

PROJET DE MODIFICATION

Le ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre, monsieur Gérald Harvey, donne avis par les présentes, conformément à la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction (L.Q., 1968, ch. 45 et mod.), que les associations d'employeurs et les associations de salariés représentatives à un degré de plus de 50% et parties à la convention collective de travail rendue obligatoire par le décret no 3984-73 et modifications, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil certaines modifications audit décret:

Ajouter après le paragraphe 9 de la section B de l'annexe «B» le paragraphe 9 A) qui suit:

9. A) Manoeuvre spécialisé (carreleur): toute personne qui exécute les tâches prévues dans la définition du manoeuvre spécialisé lorsque celles-ci sont reliées au métier de carreleur et exécute le jointoiment et la coupe à la scie mécanique lorsque ces opérations sont reliées au métier de carreleur.

Ajouter après le numéro 9 de la section «emplois» de l'annexe D-1 à D-9 et D-12 à D-15 le paragraphe et les taux de salaires suivants:

Taux de salaire
01-05-75 01-10-75

a) Manoeuvre spécialisé (carreleur) .. \$ 6.13 \$ 6.33

Ajouter après le paragraphe a) du numéro 9 de la section «emplois» de l'annexe D-11 le paragraphe et les taux de salaires suivants:

Taux de salaire
01-05-75 01-10-75

b) Manoeuvre spécialisé (carreleur) .. \$ 6.13 \$ 6.33

L'article 33.01 du décret introduit par l'A.C. 204-75 du 16 janvier 1975, G.O. du 17 janvier 1975 et modifié par l'A.C. 348-75 du 23 janvier 1975, G.O. du 24 janvier 1975, s'applique aux taux de salaires mentionnés ci-dessus pour l'emploi de manoeuvre spécialisé (carreleur).

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans modifications. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

NOTICE

Construction Industry

DRAFT AMENDMENT

Pursuant to the Construction Industry Labour Relations Act (Q.S., 1968, ch. 45 and am.), the Minister of Labour and Manpower, Mr. Gérald Harvey, hereby gives notice that the employers associations and the employees associations whose representativeness is more than 50% and who are parties to a collective labour agreement rendered obligatory by Decree No. 3984-73 and amendments, have petitioned him to submit to the Lieutenant-Governor in Council, for consideration and decision the following amendments to the said decree.

Subsection 9 (A) shall be added after subsection 9 of part B of appendix "B" as follows:

9. (A) General helper (Tile Setter): means anyone who performs the duties provided for in the definition of the general helper when they are related to the trade of tile setter and does jointing, and cutting with a chain saw when such operations are related to the trade of tile setter.

The following subsection and wage rates shall be added after number 9 of the section "occupations" of appendices D-1 to D-9 and D-12 to D-15.

Wage rates
01-05-75 01-10-75

(a) General helper \$ 6.13 \$ 6.33

The following subsection and wage rates shall be added after subsection a) of number 9 in the section "occupations" of appendix D-11:

Wage rates
01-05-75 01-10-75

(b) General helper (tile setter) \$ 6.13 \$ 6.33

Section 33.01 of the decree presented in Order in Council 204-75 of January 16, 1975, published in the *Official Gazette* of January 17, 1975 and amended by Order in Council 348-75 of January 23, 1975, published in the *Official Gazette* of January 24, 1975, applies to the wage rates mentioned above for the occupation general helper (tile setter).

Publication of this notice does not make binding the provisions therein. Such provisions, with or without amendments, can be made binding only by an order in council that cannot come into force before the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

Durant les 30 jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle du Québec*, le ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le sous-ministre,
GILLES LAPORTE.

905-o

During the thirty days following publication of this notice in the *Québec Official Gazette*, the Minister of Labour and Manpower will consider objections which interested parties may wish to make.

GILLES LAPORTE,
Deputy Minister.

905-o

PROJET D'EXTENSION

Convention collective de travail relative aux salariés des entrepreneurs en (installation d'équipements pétroliers) dans la province de Québec

Le ministre du travail et de la main-d'oeuvre, monsieur Gérald Harvey, donne avis par les présentes, conformément à la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q., 1964, ch. 143 et am.), que les parties contractantes ci-après mentionnées lui ont présenté une requête à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre,

L'Association des Entrepreneurs pétroliers du Québec (A.E.P.Q.) Inc., d'une part, et

La Fédération des mécaniciens de machines fixes, d'autre part, pour les employeurs, les artisans et les salariés des métiers et occupations visés, suivant les conditions ci-après décrites:

1.00 Interprétation:

Dans le décret, à moins que le contexte ne s'y oppose, les expressions suivantes désignent:

1.01 Équipement: les appareils, dispositifs ou canalisations, tels que réservoirs, tuyaux, pompes, compteurs, compresseurs, élévateurs, dispositifs de sécurité, ainsi que leurs accessoires ou leurs pièces destinés à l'exploitation d'un établissement où l'on effectue la garde, l'entretien ou la réparation de véhicules automobiles ou la vente, la distribution, l'échange en vrac ou l'entreposage de gaz ou de pétrole ou de ses dérivés; réservoir de camion-citerne.

1.02 Installation: l'excavation pour la mise en place de l'équipement, la construction de l'îlot pour les pompes, de la base pour le compresseur ou pour l'élévateur ou du coffrage pour le ciment, ainsi que la mise en place de l'équipement, y inclus le raccordement électrique.

1.03 Chef d'équipe: le salarié désigné par l'employeur pour diriger et surveiller un groupe de salariés et dont les fonctions de direction ne sont pas prévues aux définitions d'emploi.

1.04 Mécanicien de service: désigne tout salarié qui, de façon régulière, est préposé à l'inspection, la vérification, l'entretien, l'ajustement, la réparation, la rénovation, la modification, le rechange, le raccordement d'équipement sur les lieux mêmes où il est situé.

1.05 Mécanicien d'atelier: désigne tout salarié qui, de façon régulière, est préposé à l'inspection, la vérification,

DRAFT EXTENSION

Collective labour agreement respecting employees working for contractors installing petroleum equipment in the Province of Québec.

Pursuant to the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q., 1964, ch. 143 and am.), the Minister of Labour and Manpower, Mr. Gérald Harvey, hereby gives notice that the contracting parties hereinafter mentioned have petitioned him to render obligatory the collective labour agreement entered into:

ON THE ONE PART:

"L'Association des Entrepreneurs pétroliers du Québec (A.E.P.Q.) Inc.," and

ON THE OTHER PART:

The Federation of Stationary Enginemen, for the employers, artisans and employees of the trades and occupations concerned, according to the conditions described hereinafter:

1.00 Interpretation:

In this decree, unless otherwise indicated, the following expressions mean:

1.01 Equipment: Apparatus, devices or piping such as: tanks, pipes, pumps, meters, compressors, hoists, security devices along with the accessories or parts thereto intended for the operation of an establishment where motor vehicles are kept, maintained or repaired, where is effected the sale, distribution, bulk exchange, or storage of gas or petroleum or its by-products; tank for a tank truck.

1.02 Installation: the excavation for the installation of equipment, the construction of pump islands and the compressor or elevator base-plate, cement framework and the installation of equipment, including electrical connections.

1.03 Crew Leader: the employee appointed by the employer to manage and supervise a group of employees and whose functions of direction are not provided for in the definition of classifications.

1.04 Service Mechanic: means any employee who regularly inspects, verifies, maintains, adjusts, repairs, restores, modifies, replaces and connects equipment on the sites where it is located.

1.05 Shop Mechanic: means any employee who regularly inspects, verifies, maintains, adjusts, repairs,

l'entretien, l'ajustement, la réparation, la rénovation, la modification, l'assemblage, l'installation d'équipement en atelier.

1.06 Soudeur pétrolier: désigne tout salarié qui, de façon régulière, fait la soudure de réservoirs et d'équipements sur le chantier et à l'atelier.

1.07 Magasinier: désigne tout salarié, qui de façon régulière, est préposé à la réception, l'entreposage, la garde, la conservation, la distribution, l'inventaire d'outillages, de marchandises, de pièces, d'équipements.

1.08 Salarié polyvalent: désigne tout salarié dont les services sont utilisés régulièrement au niveau des différentes classifications et dont le nombre d'heures travaillées n'exécède pas généralement, à l'intérieur de l'une d'elles, 25 heures au cours d'une même semaine.

2.00 Champ d'application:

2.01 Industriel: Le décret s'applique à l'installation et à la modification d'assemblage, la réparation, le remplacement, l'entretien, la vérification ou l'inspection d'équipement.

2.02 Territorial: Le décret s'applique à tout le Québec.

2.03 Exclusions: Le décret ne s'applique pas:

- a) aux travaux visés par la loi sur les relations de travail dans l'industrie de la Construction (S.R.Q., 1968, ch. 45 et am.);
- b) Les réparations, l'entretien des réservoirs de camions-citernes, lorsque ces travaux sont effectués sur les véhicules de l'employeur.

3.00 Durée du travail:

3.01 La semaine normale de travail est de 40 heures étalées du lundi au vendredi.

3.02 La journée normale de travail est de 8 heures étalées, soit entre 8 heures et 17 heures avec une pause d'une heure sans paie pour le repas du midi, soit entre 8 heures et 16:30 heures avec une pause d'une demi-heure sans paie pour le repas.

3.03 Durant la journée normale de travail, les heures consacrées par le salarié pour se rendre de la place d'affaires ou du siège de l'employeur au chantier, ou pour en revenir, ou pour se déplacer d'un chantier à l'autre, sont réputées faire partie de la journée normale de travail et les frais de déplacement sont imputables à l'employeur à moins qu'il ne transporte le salarié dans un véhicule convenable.

restores, modifies, assembles and installs equipment in the shop.

1.06 Petroleum Welder: means any employee who regularly welds tanks or equipment on the site or in the shop.

1.07 Storeman: means any employee who regularly checks in, stores, keeps, maintains, distributes, keeps a stock record of tools, merchandise, parts and equipment.

1.08 Polyvalent Employee: means any employee whose services are regularly used inside the different classifications and whose number of working hours do not generally exceed 25 hours in any one week, within one of these classifications.

2.00 Jurisdiction:

2.01 Industrial: The decree applies to the installation and to changes in assembly, to the repairing, replacement, maintenance, verification or inspection of equipment.

2.02 Territorial: The decree applies to the entire province of Québec.

2.03 Exemptions: The decree does not apply to:

- (a) work subject to the Construction Industry Labour Relations Act (R.S.Q., 1968, ch. 45 and am.);
- (b) the repair and maintenance of tanks on tank-trucks when work is performed on the employer's vehicles.

3.00 Hours of work:

3.01 The standard workweek consists of 40 hours scheduled from Monday to Friday.

3.02 The standard workday consists of 8 hours scheduled, either between 8:00 a.m. and 5:00 p.m. with an hour off without pay for the noon meal, or between 8:00 a.m. and 4:30 p.m. with half an hour off without pay for the noon meal.

3.03 During the standard workday, hours spent by the employee travelling to and from the employer's place of business or head office to and from the job site and between job sites are considered to be part of the standard workday and travelling expenses shall be paid by the employer unless he transports the employee in a suitable vehicle.

3.04 Avant le début ou après la fin de la journée normale de travail, les heures consacrées par le salarié pour se rendre de la place d'affaires ou au siège de l'employeur au chantier, ou pour en revenir, ou pour se déplacer d'un chantier à l'autre, entraînent une indemnité fixée de la façon suivante:

- a) durant l'année 1975, chacune des deux premières heures de la journée consacrées au déplacement entraîne une indemnité égale au taux horaire du salarié, et toute heure subséquente de déplacement dans la même journée est réputée une heure supplémentaire;
- b) durant l'année 1976, la première heure de la journée consacrée au déplacement entraîne une indemnité égale au taux horaire du salarié, et toute heure subséquente de déplacement dans la même journée est réputée une heure supplémentaire;
- c) à compter du 1^{er} janvier 1977, toute heure consacrée au déplacement est réputée une heure supplémentaire.

3.05 L'employeur peut établir une deuxième ou troisième équipe pourvu qu'il ait un travail habituel à leur confier chaque jour et que chaque équipe continue d'effectuer le travail commencé par l'équipe précédente.

3.06 Lorsque le régime de la double équipe est en vigueur, la journée normale de travail de la première équipe demeure conforme à l'article 3.02 et les heures de la journée normale de travail de la deuxième équipe doivent être étalées sur 8 heures et demie avec une pause d'une demi-heure sans paie pour le repas. La journée normale de la deuxième équipe doit débuter aussitôt que possible après la fin de la journée normale de la première équipe, et l'employeur doit aviser le comité paritaire au préalable de la date où débutera le régime de la double équipe et de l'heure où débutera la journée normale de travail de la deuxième équipe.

3.07 Lorsque le régime de la triple équipe est en vigueur, le salarié a droit à une pause d'une demi-heure avec paie pour le repas, et les heures de la journée normale de travail sont étalées de la façon suivante:

1^{ère} équipe: de 8 heures à 16 heures du lundi au vendredi;

2^e équipe: de 16 heures à minuit du lundi au vendredi;

3^e équipe: de minuit à 8h du mardi au samedi.

3.08 Le salarié doit bénéficier d'une pause de 15 minutes avec paie vers le milieu de chaque demi-journée normale de travail.

3.09 Le salarié doit bénéficier d'une période de repos d'au moins 8 heures consécutives dans toute période de 24 heures, sauf lorsque la santé ou la sécurité du public est en

3.04 Before the beginning or after the end of the standard workday, the hours spent travelling by the employee to and from the employer's place of business or head office to and from the job site and between job sites shall be paid as follows:

- (a) during 1975, each of the first two hours of the day spent travelling shall be paid at a rate equal to the employee's hourly rate, and any further hour spent travelling in the same day is considered as an overtime hour;
- (b) during 1976, the first hour of the day spent travelling shall be paid at a rate equal to the employee's hourly rate, and any further hour spent travelling in the same day is considered as an overtime hour;
- (c) as of January 1, 1977, any hour spent travelling is considered as an overtime hour.

3.05 The employer may organize a second or third shift provided that there is regular daily work for the employees each day and provided that each shift carries out work started by the preceding shift.

3.06 When the double-shift system is in effect, the standard workday of the first shift shall remain as stipulated in section 3.02 and the hours of the standard workday of the second shift shall be scheduled over 8½ hours with half an hour off without wage for a meal. The standard workday of the second shift shall begin as soon as possible after the end of the standard workday of the first shift, and the employer shall notify in advance the Parity Committee of the date when the double-shift system shall begin and the hour when the standard workday of the second shift begins.

3.07 When the triple-shift system is in effect, the employee shall be entitled to half an hour off with pay for a meal and the hours of the standard workday shall be scheduled as follows:

1st shift: from 8:00 a.m. to 4:00 p.m. from Monday to Friday;

2nd shift: from 4:00 p.m. to midnight from Monday through Friday;

3rd shift: from midnight to 8:00 a.m. from Tuesday to Saturday.

3.08 The employee shall be entitled to 15 minutes off with pay in the middle of each half-day of work.

3.09 The employee shall be entitled to a rest period of 8 consecutive hours in each 24-hour period, except when public health or safety are threatened: an increase shall be

danger, et la majoration du salaire pour les heures supplémentaires s'applique jusqu'à ce que le salarié bénéficie de cette période de repos.

3.10 Prime d'équipe: Le salarié affecté à la deuxième ou troisième équipe doit toucher une prime horaire de \$0.20.

3.11 Le salarié qui se présente à son travail à l'heure conventionnelle sans avoir été avisé à ce contraire avant la fin de la journée normale précédente, doit toucher une rémunération au moins égale à 4 fois son taux horaire.

3.12 L'article 3.11 ne s'applique pas lorsque les travaux sont suspendus en raison de ligne de piquetage, d'intempérie ou de toute autre cause de force majeure indépendante de la volonté de l'employeur.

4.00 Heures supplémentaires:

4.01 Les heures effectuées, en dehors de la journée ou de la semaine normale de travail constituent des heures supplémentaires.

4.02 Les 5 premières heures supplémentaires effectuées au cours d'une période de 24 heures entraînent une augmentation de salaire de 50%.

4.03 Les heures supplémentaires effectuées le dimanche ou en plus des 5 premières heures supplémentaires effectuées au cours d'une période de 24 heures entraînent une majoration de salaire de 100%.

4.04 La majoration de salaire afférente aux heures supplémentaires ne s'applique pas à la prime d'équipe, mais cette dernière continue d'être payable au salarié qui la touche durant la journée normale de travail.

4.05 Lorsqu'un salarié est rappelé au travail après la fin de sa journée normale de travail, il doit toucher une rémunération minimale égale à 2 fois le taux qu'il touche durant la journée normale de travail ou égale à 2 fois et demi ce taux lorsqu'il est affecté à des travaux d'entretien ou de réparation.

5.00 Jours fériés, chômés et payés:

5.01 Le premier de l'an, le 2 janvier, le vendredi saint, la Saint-Jean-Baptiste, le jour du Canada, la fête du Travail, le jour d'action de Grâce, le jour de Noël, le 26 décembre sont des jours fériés, chômés et payés au taux normal du salarié multiplié par le nombre d'heures de sa journée normale de travail. Pour bénéficier de ces jours, le salarié doit travailler le jour ouvrable précédent et celui suivant la fête, sauf s'il est absent avec la permission de

paid for overtime hours until the employee is entitled to such rest period.

3.10 Shift Differential: The employee who works on a second or third shift shall be paid a shift differential of \$0.20 per hour.

3.11 The employee who is present to work at the regular hour without having been informed to the contrary before the end of the preceding standard workday, shall be paid at least 4 times his hourly rate.

3.12 Section 3.11 does not apply when work is suspended due to picket lines, bad weather or any other major reason beyond the employer's control.

4.00 Overtime hours:

4.01 Hours worked over and above the standard workday or workweek are overtime hours.

4.02 Time and a half shall be paid for the first 5 overtime hours worked during a 24-hour period.

4.03 Double time shall be paid for overtime hours worked on Sunday or in addition to the first 5 overtime hours worked during a 24-hour period.

4.04 The increase in wage for overtime hours does not apply to the shift differential but this differential continues to be payable to the employee during his standard workday.

4.05 When an employee is called back to work after his regular workday, he shall be paid a minimum wage equal to twice the rate he receives during the standard workday or equal to 2 1/2 times this rate when assigned to maintenance or repair work.

5.00 General holidays with pay:

5.01 New Year's Day, January 2, Good Friday, St. John the Baptist Day, Canada Day, Labour Day, Thanksgiving Day, Christmas Day, December 26 are general holidays paid at the employee's regular rate multiplied by the number of hours of his standard workday. To be entitled to these days, the employee shall work the working day preceding and following the holiday except if he is absent with the employer's authorization. In this provision, "work-

l'employeur. Dans la présente disposition, jour ouvrable se dit d'un jour ouvrable pour l'entreprise. Le jour férié est payable quel que soit le jour où il tombe.

Le présent article n'a pas pour effet d'empêcher les parties d'inverser de quelques jours les jours fériés ci-haut mentionnés, pourvu que le nombre de 9 fêtes soit maintenu durant l'année.

6.00 Congés annuels:

6.01 La période de référence s'entend de la période du 1^{er} mai de l'année précédente au 30 avril de l'année en cours.

6.02 Le salarié doit recevoir chaque année son congé annuel de 2 semaines avec une indemnité afférente de 8% de ses gains durant la période de référence.

6.03 Le congé annuel doit être accordé durant les 2 dernières semaines complètes de juillet. La semaine complète commence le dimanche et se termine le samedi.

6.04 Durant la période du congé annuel, l'employeur peut garder au travail jusqu'à concurrence de 50% de ses salariés d'entretien ou d'atelier pourvu que l'intéressé y consente.

6.05 Lorsqu'un salarié quitte son emploi, il doit toucher l'indemnité afférente aux congés annuels acquise avant le 1^{er} mai précédent s'ils n'ont pas été pris, en plus de l'indemnité qui lui est due pour la période écoulée depuis cette date.

6.06 Malgré toute autre disposition du décret, l'employeur doit accorder à tout salarié des conditions au moins égales à celles prévues dans l'ordonnance 3, 1972 de la Commission du salaire minimum ou dans toute ordonnance ultérieure qui pourrait la modifier ou la remplacer.

7.00 Transport, gîte et pension:

7.01 Lorsqu'à la demande de son employeur, un salarié utilise son véhicule, il doit toucher une indemnité minimale de \$0.20 le mille.

7.02 Lorsque le salarié doit loger à l'extérieur de son domicile, son employeur doit le défrayer de ses dépenses raisonnables pour le transport, le logement et la nourriture.

7.03 L'employeur doit verser le remboursement pour le transport ou pour les frais de séjour séparément du salaire, et ce dans les 7 jours de la présentation de l'état de frais par le salarié.

7.04 Lorsqu'un salarié s'absente un jour d'ouverture ou le jour d'ouverture qui précède ou qui suit un jour férié ou

ing day" means a working day for the enterprise. The holiday is payable whatever day on which it falls.

The purpose of this section is not to prevent the parties from making a change in the schedule of the above-mentioned holidays, provided nine (9) holidays are scheduled during the year.

6.00 Annual vacations:

6.01 The qualifying period extends from May 1 of the preceding year to April 30 of the current year.

6.02 The employee shall receive a 2-week annual vacation with vacation pay equal to 8% of his wages earned during the qualifying period.

6.03 The annual vacation shall be granted during the first two (2) complete weeks of July. A complete week begins on Sunday and ends on the following Saturday.

6.04 During the annual vacation, the employer may keep 50% of his maintenance or shop employees on the job provided the concerned persons agree.

6.05 When an employee quits his employment, he shall receive his annual vacation pay acquired before the preceding May 1, if not taken, in addition to the pay owing to him for the period elapsed since that date.

6.06 Notwithstanding any other provision of the decree, the employer shall grant any employee conditions at least equal to those provided for in Ordinance No. 3, 1972 of the Minimum Wage Commission or in any further ordinance which could amend or replace it.

7.00 Transportation, room and board:

7.01 If at his employer's request, an employee uses his own vehicle, he shall receive a minimum compensation of \$0.20 per mile.

7.02 When the employee must reside away from home, his employer shall reimburse all the reasonable expenses of his employee for transportation, room and board.

7.03 The employer shall pay separately any allowances for transportation and stop-over from the employee's wages and within seven days after receiving the employee's statement of expenses.

7.04 When an employee is absent from work on a working day or the working day preceding or following a

un jour d'intempérie, l'employeur n'est pas tenu de le défrayer pour les dépenses encourues le jour de l'absence, le jour férié ou le jour d'intempérie, à moins d'une entente préalable avec l'intéressé à l'effet contraire.

8.00 Préavis de licenciement:

8.01 Lorsqu'il est licencié pour manque de travail pour une période d'au moins 3 jours d'ouverture, le salarié qui justifie de 5 semaines de services doit recevoir, soit un préavis de 2 jours d'ouverture, soit une indemnité compensatrice égale à 8 fois son taux horaire.

8.02 Aux fins de cette section, la période de congés annuels n'entre pas dans le calcul de la durée des services.

9.00 Rémunération:

9.01 Les salariés doivent toucher au moins les taux horaires suivants pour chaque classe d'emploi prévue ci-dessous:

Mécanicien de service / *Service Mechanic*

holiday or on an inclement day, the employer is not obliged to pay him for the expenses incurred the day he was absent, the holiday or the inclement day, unless otherwise agreed upon with the person concerned.

8.00 Advance, notice of lay-off:

8.01 When he is dismissed for a shortage in work for a period of at least 3 working days, the employee who has 5 weeks of continuous service shall receive either an advance notice of 2 working days or a compensation equal to 8 times his hourly rate.

8.02 For purposes of this division, the annual vacation period is not included when computing continuous services.

9.00 Wages:

9.01 Employees shall receive at least the following minimum hourly rates for each class of employment mentioned below:

	1/6/76	1/1/77	1/6/77	1/1/78	1/6/78
A) \$6.49	\$6.76	7.06	7.61	8.03	\$8.68
B) 5.29	5.52	5.76	6.22	6.58	7.16
C) 4.42	4.61	4.81	5.19	5.50	6.02
A) 6.49	6.76	7.06	7.61	8.03	8.68
B) 5.29	5.52	5.76	6.22	6.58	7.16
C) 4.42	4.61	4.81	5.19	5.50	6.02
A) 6.49	6.76	7.06	7.61	8.03	8.68
B) 5.29	5.52	5.76	6.22	6.58	7.16
C) 4.42	4.61	4.81	5.19	5.50	6.02
A) 6.49	6.76	7.06	7.61	8.03	8.68
B) 5.29	5.52	5.76	6.22	6.58	7.16
C) 4.42	4.61	4.81	5.19	5.50	6.02
	3.82	3.99	4.17	4.49	5.00

Mécanicien installateur (chantier) / *Installation Mechanic (site)*

Mécanicien d'atelier et équipement mobile :
Shop and Mobile Equipment Mechanic

Soudeur pétrolier / *Petroleum Welder*

Magasinier / *Storeman*

Manoeuvre / *Labourer*

9.02 Bulletin de paie: Les mentions suivantes doivent apparaître sur le bulletin de paie:

- le nom de l'employeur;
- les nom et prénoms du salarié;
- l'emploi du salarié et son taux horaire;
- la date du paiement et la période de travail qui correspond au paiement;
- le nombre d'heures effectuées au taux normal;
- le nombre d'heures supplémentaires;
- le montant de l'indemnité afférente aux congés annuels;
- la nature et le montant de chacune des retenues opérées;

9.02 Earnings Statement: The following particulars shall appear on the earnings statement:

- the employer's name;
- the employee's complete name;
- the employee's classification and his hourly rate;
- the date of payment and the work period corresponding to payment;
- the number of hours worked at straight time;
- the number of overtime hours;
- the amount of annual vacation pay;
- the nature and amount of each deduction made;

- le montant du salaire brut;
- le montant du salaire net;
- le montant des indemnités de congés annuels.

9.03 Dispositions spéciale: Un salarié autre qu'un salarié polyvalent qui est affecté à une tâche mieux rémunérée reçoit la rémunération de cette tâche pendant le temps qu'il est affecté à cette tâche. Aucune réduction de salaire n'est faite quand le salarié est requis de travailler temporairement à une tâche rémunérée à un taux de salaire inférieur.

10.00 Disposition diverses:

10.01 L'employeur doit fournir gratuitement les outils pneumatiques ou à moteurs, les outils nécessaires pour la coupe ou la soudure ainsi que tout autre outil qui selon la tradition d'un métier est généralement fourni par l'employeur. Il doit également fournir gratuitement les outils et vêtements de travail nécessaires lorsque le salarié utilise des produits chimiques corrosifs.

10.02 L'employeur ne peut louer à un salarié aucune partie de l'outillage et il doit lui fournir gratuitement les services d'affûtage d'outils.

10.03 Au cours du mois de novembre de chaque année, l'employeur doit verser au salarié un montant forfaitaire égal à 6% des gains du salarié pour la période du 1^{er} novembre de l'année précédente au 31 octobre de l'année en cours.

10.04 Les heures durant lesquelles le salarié est à la disposition de son employeur et tenu d'être présent sur les lieux du travail sont réputées être des heures effectuées et entraînent rémunération.

10.05 Tout salarié est requis de conduire un véhicule pour l'exécution de son travail s'il détient les permis appropriés.

11.00 Durée du décret:

11.01 Le décret demeure en vigueur jusqu'au 31 décembre 1978. Par la suite, il se renouvelle automatiquement d'année en année, à moins que l'une des parties contractantes ne s'y oppose et en avise par écrit le ministre du travail et de la main-d'oeuvre et l'autre partie contractante au cours des mois de novembre ou décembre de l'année 1978 ou de toute autre année subséquente.»

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

- the amount of gross wages;
- the amount of take-home pay;
- the amount of annual vacation pay.

9.03 Special Provision: An employee other than a polyvalent employee who is assigned to a higher paid category shall receive the wage for such employment during the time he is assigned to such category. No reduction in wages shall be made when the employee is temporarily requested to perform work paid at a lower wage rate.

10.00 Miscellaneous provisions:

10.01 The employer shall supply, free of charge, all pneumatic or motor tools, all the tools necessary for cutting or welding, and any other tool that, according to the requirements of the trade, is generally supplied by the employer. He shall also supply all tools and work clothes to the employee working with corrosive chemical products.

10.02 The employer is not allowed to rent tools to the employee and he shall supply free of charge tool sharpening to the employee.

10.03 During November of each year, the employer shall pay his employees a contractual amount equal to 6% of the employee's earnings for the period from November 1 of the preceding year to October 31 of the current year.

10.04 The hours during which the employee is at his employer's disposal and required to be present on the job-site are considered hours worked and shall be paid.

10.05 Any employee is required to drive a vehicle for purposes of performing his work if he holds the necessary licences.

11.00 Term of the decree:

11.01 The decree shall remain in force until December 31, 1978. Is it then automatically renewed from year to year thereafter unless one of the contracting parties is opposed and gives a written notice to the Minister of Labour and Manpower and to the other contracting party, during the months of November or December of 1978 or of any subsequent year.”

Publication of this notice does not make binding the provisions therein. Such provisions, with or without amendments, can be made binding only by an order in council that cannot come into force before the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle du Québec*, le ministre du travail et de la main-d'oeuvre recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le sous-ministre,
GILLES LAPORTE.

Ministère du travail et
de la main-d'oeuvre.

905-o

During the thirty days following publication of this notice in the *Québec Official Gazette*, the Minister of Labour and Manpower will consider objections which interested parties may wish to make.

GILLES LAPORTE,
Deputy Minister.

Department of Labour
and Manpower.

905-o

PROJET DE RÈGLEMENT**CODE DES PROFESSIONS**

(1973, ch. 43)

Projet de règlement

Le Bureau de l'Ordre des médecins vétérinaires du Québec donne avis par les présentes conformément au premier alinéa de l'article 93 du Code des professions (1973, ch. 43), qu'il a adopté, en vertu de l'article 90 du Code des professions, le «Règlement concernant la publicité», dont le texte apparaît ci-dessous.

Ce règlement sera soumis à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil au moins 30 jours après la présente publication.

*Le ministre responsable de l'application
des lois professionnelles.*
BERNARD LACHAPELLE.

Règlement concernant la publicité**Section 1****DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

1.01 Le présent règlement est adopté en vertu de l'article 90 du Code des professions (1973, ch. 43).

1.02 Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient:

- a) «bureau»: un local servant à la consultation vétérinaire, à l'examen et au traitement d'animaux non hospitalisés;
- b) «clinique»: une clinique ou un hôpital vétérinaire, c'est-à-dire un local servant notamment à l'administration de soins médicaux et chirurgicaux à des animaux hospitalisés.

1.03 La Loi d'interprétation (S.R.Q., 1964, ch. 1), avec ses modifications présentes et futures, s'applique au présent règlement.

Section 2**PRINCIPES GÉNÉRAUX**

2.01 Les éléments qu'un médecin vétérinaire peut mentionner au public dans sa publicité et les conditions suivant lesquelles il peut faire cette publicité sont ceux décrits au présent règlement.

DRAFT REGULATION**PROFESSIONAL CODE**

(1973, ch. 43)

Draft Regulation

The Bureau of the Order of Veterinary Surgeons of Québec hereby gives notice in accordance with the first paragraph of section 93 of the Professional Code (1973, ch. 43) that it made, pursuant to section 90 of the Professional Code, the "Regulation respecting advertising", a copy of which is annexed hereto.

This Regulation will be submitted for the approval of the Lieutenant-Governor in Council at least 30 days after the present publication.

BERNARD LACHAPELLE,
*Minister responsible for the application
of the laws respecting the professions.*

Regulation respecting advertising**Division 1****GENERAL PROVISIONS**

1.01 This Regulation is made under section 90 of the Professional Code (1973, ch. 43).

1.02 In this Regulation, unless the context indicates otherwise, the following words mean:

- (a) "office": premises used for veterinary consultation, examination and treatment of animals which are not hospitalized;
- (b) "clinic": a veterinary clinic or hospital, that is, premises used in particular to administer medical and surgical care to hospitalized animals.

1.03 The Interpretation Act (R.S.Q., 1964, ch. 1), with present and future amendments, applies to this Regulation.

Division 2**GENERAL PRINCIPLE**

2.01 The items which a veterinary surgeon may include in his public advertisements and the conditions under which he may advertise are described in this Regulation.

2.02 Dans la publicité relative à son bureau, un médecin vétérinaire ne peut en aucune façon laisser croire qu'il s'agit d'une clinique.

Section 3

LA CARTE PROFESSIONNELLE ET LA PAPETERIE

3.01 Un médecin vétérinaire peut se prévaloir de la publicité mentionnée à la présente section à la condition qu'au moins un nom de médecin vétérinaire soit inscrit sur sa carte professionnelle et sur sa papeterie.

3.02 Un médecin vétérinaire ne peut inscrire ou permettre que l'on inscrive sur sa carte professionnelle et sur sa papeterie, autre chose que:

- a) son nom;
- b) le nom de son employeur, de ses associés et des médecins vétérinaires à son emploi, le cas échéant;
- c) sa profession et, le cas échéant, son appartenance à une autre corporation professionnelle;
- d) sa raison sociale;
- e) ses titres académiques;
- f) le symbole graphique de l'Ordre;
- g) le symbole graphique international des médecins vétérinaires;
- h) le sigle ou le symbole graphique d'une association de médecins vétérinaires à laquelle il appartient et qui est reconnue par l'Ordre;
- i) l'adresse de son bureau ou de sa clinique, son numéro de téléphone et ses heures de service;
- j) les termes « visite à domicile » et « sur rendez-vous ».

3.03 La carte professionnelle ne peut mesurer plus de 6 centimètres de large sur 11 centimètres de long.

Section 4

LES MÉDIA D'INFORMATION

4.01 Un médecin vétérinaire peut publier ou permettre que soit publiée, dans des journaux, revues, périodiques ou autres imprimés, une annonce contenant tout ou partie de ce qui est indiqué à l'article 3.02. Cette annonce ne peut toutefois dépasser un décimètre carré (soit environ 16 pouces carrés) et ne peut paraître plus d'une fois dans un même numéro de journal, revue, périodique ou autre imprimé.

2.02 In the advertisements relating to his office, a veterinary surgeon shall in no way lead anyone to believe that it is a clinic.

Division 3

PROFESSIONAL CARD AND STATIONERY

3.01 A veterinary surgeon may avail himself of the advertisement referred to in this Division provided that at least the name of one veterinary surgeon is entered on his professional card and on his stationery.

3.02 The professional card and the stationery of a veterinary surgeon shall not contain anything other than:

- (a) his name;
- (b) the name of his employer, partners and the veterinary surgeons employed by him, where applicable;
- (c) his profession and, where applicable, his membership of another professional corporation;
- (d) his firm name;
- (e) his university degrees;
- (f) the graphic sign of the Order;
- (g) the international graphic sign of veterinary surgeons;
- (h) the initials or graphic sign of an association of veterinary surgeons of which he is a member and which is recognized by the Order;
- (i) the address of his office or clinic, his telephone number and business hours;
- (j) the expressions "visits" and "upon appointment".

3.03 The professional card shall not measure more than 6 centimetres in width by 11 centimetres in length.

Division 4

INFORMATION MEDIA

4.01 A veterinary surgeon may publish or allow to be published in newspapers, magazines, periodicals or other printed matter an advertisement containing all or part of the data set forth in section 3.02. The said advertisement shall not, however, exceed one square decimetre (that is, about 16 square inches) and shall not appear more than once in the same issue of a newspaper, magazine, periodical or other printed matter.

4.02 Un médecin vétérinaire peut publier ou permettre que soit publiée dans un annuaire téléphonique une annonce contenant tout ou partie de ce qui est indiqué à l'article 3.02. Cette annonce doit être imprimée à au moins 16 caractères au pouce linéaire, sans interligne et sans bordure ni encadrement.

4.03 À l'occasion de l'ouverture de son bureau ou de sa clinique, de son entrée dans un bureau ou une clinique, ou à l'occasion de sa première inscription au tableau de l'Ordre ou lors d'une nomination à un poste relié à l'exercice de la profession, un médecin vétérinaire peut publier ou permettre que soit publiée une annonce contenant tout ou partie de ce qui est indiqué à l'article 3.02, ainsi que sa photographie et certaines notes biographiques dans des journaux, revues, périodiques ou autres imprimés.

Cette annonce ne peut paraître plus d'une fois dans un même numéro de journal, revue, périodique ou autre imprimé, ni dans plus d'un numéro d'un même journal, revue, périodique ou autre imprimé.

La photographie autorisée au premier alinéa ne peut excéder 64 centimètres carrés (soit environ 9 pouces carrés).

Section 5

LA PUBLICITÉ SUR LE LIEU DU BUREAU OU DE LA CLINIQUE

5.01 Sur l'un des murs extérieurs de l'immeuble où est situé le bureau ou la clinique, un médecin vétérinaire peut placer une plaque ne dépassant pas 0.36 mètre carré (soit environ 4 pieds carrés) et mentionnant:

- son nom, suivi des mots «médecin vétérinaire»;
- sa raison sociale;
- son numéro de téléphone et ses heures de service;
- le symbole graphique de l'Ordre;
- le symbole graphique international des médecins vétérinaires;
- le sigle ou le symbole graphique d'une association de médecins vétérinaires à laquelle il appartient et qui est reconnue par l'Ordre.

5.02 Sur l'un des murs extérieurs de l'immeuble où est situé le bureau ou la clinique, ou sur le terrain où est érigé cet immeuble, un médecin vétérinaire peut placer une enseigne ne devant pas excéder 1.44 mètre carré (soit environ 16 pieds carrés) et ne pouvant contenir que:

- les noms des médecins vétérinaires qui y travaillent;
- les mots «médecins vétérinaires»;
- la raison sociale du bureau ou de la clinique;

4.02 A veterinary surgeon may publish or allow to be published in a telephone directory an advertisement containing all or part of the data set forth in section 3.02. The said advertisement shall be printed not less than 16 type per linear inch, single-spaced and without edge or frame.

4.03 Upon the opening of his office or clinic, his taking up of a position in an office or clinic, or his entry on the roll of the Order or upon appointment to a position related to the practice of the profession, a veterinary surgeon may publish or allow to be published an advertisement containing all or part of the data set forth in section 3.02, as well as his photograph and certain biographical notes in newspapers, magazines, periodicals or other printed matter.

Such advertisement shall not appear more than once in the same issue of a newspaper, magazine, periodical or other printed matter, nor in more than one issue of the same newspaper, magazine, periodical or other printed matter.

The photograph authorized in the first paragraph shall not exceed 64 square centimetres (that is, about 9 square inches).

Division 5

ADVERTISING ON THE PREMISES OF THE OFFICE OR CLINIC

5.01 On one of the outer walls of the building in which the office or clinic is located, a veterinary surgeon may install a plate not exceeding 0.36 square metres (that is, about 4 square feet) indicating:

- his name, followed by the words "veterinary surgeon";
- his firm name;
- his telephone number and business hours;
- the graphic sign of the Order;
- the international graphic sign of veterinary surgeons;
- the initials or graphic sign of an association of veterinary surgeons of which he is a member and which is recognized by the Order.

5.02 On one of the outer walls of the building in which the office or clinic is located or on the lot on which such building is erected, a veterinary surgeon may place a sign not exceeding 1.44 square metres (that is, about 16 square feet) and which shall contain only:

- the names of the veterinary surgeons practising therein;
- the words "veterinary surgeons";
- the firm name of the office or clinic;

- d) le symbole graphique de l'Ordre;
- e) le symbole graphique international des médecins vétérinaires;
- f) le sigle ou le symbole graphique d'une association de médecins vétérinaires à laquelle il appartient et qui est reconnue par l'Ordre.
- (d) the graphic sign of the Order
- (e) the international graphic sign of veterinary surgeons;
- (f) the initials or graphic sign of an association of veterinary surgeons of which he is a member and which is recognized by the Order.

Cette enseigne ne peut être lumineuse que dans le cas d'une clinique et doit alors être d'une luminosité stable.

Sous réserve de l'article 5.03, il ne peut y avoir qu'une seule enseigne par bureau ou clinique.

5.03 Si l'immeuble où est situé un bureau ou une clinique se trouve à un carrefour, un médecin vétérinaire peut placer une telle enseigne sur les murs extérieurs ou sur le terrain faisant face à chacune des routes convergentes.

Such sign shall be luminous only in the case of a clinic and must then be of a steady luminosity.

Subject to section 5.03, there may be only one sign for each office or clinic.

5.03 If the building in which an office or clinic is located is at a crossroads, the veterinary surgeon may place such sign on the outer walls or on the land facing each of the converging roads.

Section 6

LES SYMBOLES GRAPHIQUES ET LES SIGLES

6.01 Lorsqu'un médecin vétérinaire reproduit le symbole graphique de l'Ordre pour les fins de sa publicité, il doit s'assurer que ce symbole est conforme à l'original détenu par le secrétaire de l'Ordre.

6.02 Lorsqu'un médecin vétérinaire reproduit, pour les fins de sa publicité, soit le symbole graphique international des médecins vétérinaires, soit le sigle ou le symbole graphique d'une association de médecins vétérinaires à laquelle il appartient et qui est reconnue par l'Ordre, il doit s'assurer que ce symbole ou ce sigle est conforme à la copie détenue par le secrétaire de l'Ordre.

Section 7

DISPOSITION TRANSITOIRE

7.01 Le médecin vétérinaire qui, au moment de l'entrée en vigueur du présent règlement, utilise une carte professionnelle, de la papeterie, une plaque ou une enseigne non conformes au présent règlement peut continuer d'utiliser une telle carte, papeterie, plaque ou enseigne pour une période n'excédant pas 6 mois à compter de l'entrée en vigueur dudit règlement.

Section 8

DISPOSITION FINALE

8.01 Le présent règlement entre en vigueur le jour de la publication dans la *Gazette officielle du Québec* d'un avis qu'il a été approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Division 6

GRAPHIC SIGNS AND INITIALS

6.01 Where a veterinary surgeon reproduces the graphic sign of the Order for advertising purposes, he must make sure that such sign complies with the original kept by the secretary of the Order.

6.02 Where a veterinary surgeon reproduces, for advertisement purposes, either the international graphic sign of veterinary surgeons, or the initials or graphic sign of an association of veterinary surgeons of which he is a member and which is recognized by the Order, he must ensure that such sign or initials complies with the copy held by the secretary of the Order.

Division 7

TRANSITIONAL PROVISION

7.01 The veterinary surgeon who, upon the coming into force of this Regulation, makes use of a professional card, stationery, a plate or sign which does not comply with this Regulation, may continue to use such card, stationery, plate or sign for a period not exceeding 6 months effective from the coming into force of the said Regulation.

Division 8

FINAL PROVISION

8.01 This Regulation shall come into force on the day of publication in the *Québec Official Gazette* of a notice to the effect that it has been approved by the Lieutenant-Governor in Council.

ERRATA**Loi pour favoriser la conciliation entre locataires et propriétaires**

1. *Gazette officielle du Québec*, partie 2, 29 octobre 1975, vol. 107, no 39, p. 5523.

Règlement concernant les règles de pratique devant la Commission des loyers.

À la deuxième ligne du dernier alinéa de l'avant propos il faut lire « 1951 » au lieu de « 1971 ».

2. *Gazette officielle du Québec*, partie 2, 29 octobre 1975, vol. 107, no 39, p. 5534.

Annexe A Division territoriale de la Commission des loyers.

À la quatrième ligne du paragraphe *b* du territoire du bureau de Noranda il faut lire « Bellecombe » au lieu de « bellecombe ».

3. *Gazette officielle du Québec*, partie 2, 29 octobre 1975, vol. 107, no 39, p. 5538.

Annexe A Division territoriale de la Commission des loyers.

À la deuxième ligne du paragraphe *b* du territoire du bureau de Thetford Mines il faut lire « Stratford » au lieu de « stratford ».

904-o

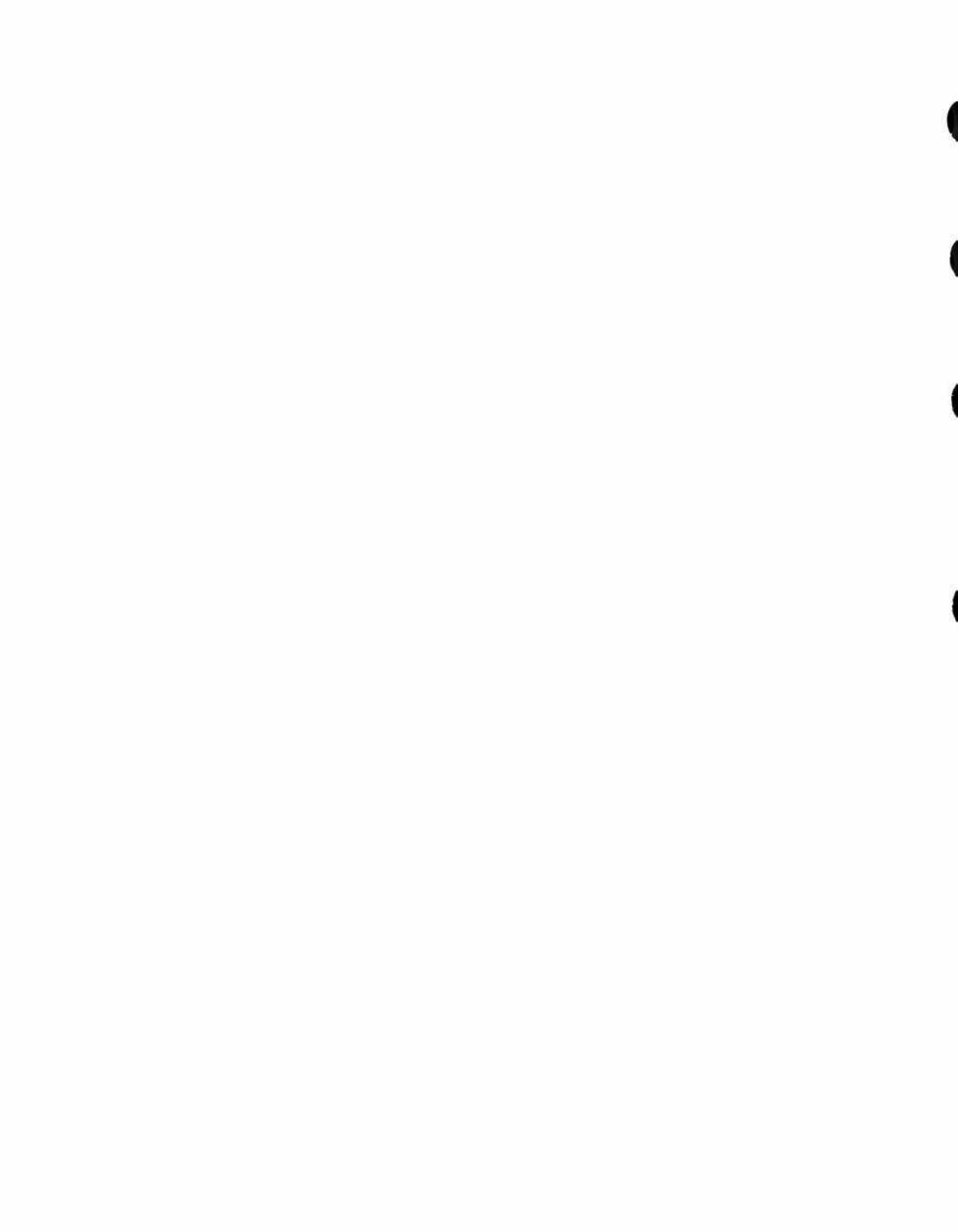
ERRATA**Act to promote conciliation between lessees and property-owners**

1. *Québec Official Gazette*, Part 2, 29 October 1975, Vol. 107, No. 39, p. 5523.

Regulation respecting the rules of practice before the Rental Commission.

In line 2 of the last paragraph of the preface replace "1971" by "1951".

904-o



INDEX	Textes réglementaires (Règlements)	Abréviations: A — Abrogé Abbreviations: Abroged
	Statutory Instruments (Regulations)	

Règlements — Regulations Lois — Statutes	Enregistrement Registration		Page	Commentaires Comments
	No	Date		
Agents de voyages, Loi des . . . — Règlement (1974, ch. 53)	Règ. 75-554	30-10-75	5669	M
Assurance-récolte, Loi sur l' . . . — Pommes de terres — Prix unitaires et taux de cotisation (1974, ch. 31)			5685	Avis
Bois ouvré — Province — Prélèvement (Loi des décrets de convention collective, S.R.Q. 1964, ch. 143)	Règ. 75-538	23-10-75	5655	N
Bois ouvré — Province — Règlement 3 — Rapport annuel . . . (Loi des décrets de convention collective, S.R.Q. 1964, ch. 143)			5677	Avis
Bois ouvré — Province — Tenue du registre (Loi des décrets de convention collective, S.R.Q. 1964, ch. 143)	Règ. 75-539	23-10-75	5659	N
Camionnage — Québec (Loi des décrets de convention collective, S.R.Q. 1964, ch. 143)	Règ. 75-553	30-10-75	5663	M
Cartage — Québec (Collective Agreement Decrees Act, R.S.Q. 1964, ch. 143)	Reg. 75-553	30-10-75	5663	M
Code de l'électricité (Loi des électriciens et des installations électriques, S.R.Q. 1964, ch. 152)	Règ. 75-558	31-10-75	5673	M
Code des professions — Ergothérapeutes — Affaires du Bu- reau et assemblées générales (1973, ch. 43)			5679	Avis
Code des professions — Ergothérapeutes — Procédure du comité d'inspection professionnelle (1973, ch. 43)			5681	Avis
Code des professions — Hygiénistes dentaires — Autres con- ditions et modalités de délivrance des permis (1973, ch. 43)			5683	Avis
Code des professions — Médecins vétérinaires — Publicité . . (1973, ch. 43)			5699	Projet

INDEX — Suite / Continued

Règlements — Regulations Lois — Statutes	Enregistrement Registration		Page	Commentaires Comments
	No	Date		
Code des professions — Technologistes médicaux — Procédure du comité d'inspection professionnelle..... (1973, ch. 43)			5687	Avis
Code de la route — Emetteurs de plaques d'immatriculation (S.R.Q. 1964, ch. 231)	Règ. 75-555	30-10-75	5671	M
Commission des loyers — Règles de pratique..... (Loi pour favoriser la conciliation entre locataires et propriétaires, 1950 / 51, ch. 20)	Règ. 75-533	21-10-75	5703	Erratum
Construction — Decree..... (Construction Industry Labour Relations Act, 1968, ch. 45)			5689	Draft
Construction — Décret..... (Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction, 1968, ch. 45)			5689	Projet
Construction Industry Labour Relations Act — Decree.... (1968, ch. 45)			5689	Draft
Construction, Loi sur les relations de travail dans l'industrie de la... — Décret..... (1968, ch. 45)			5689	Projet
Crop Insurance Act — Potatoes — Unit prices and assessment rates..... (1974, ch. 31)			5685	Notice
Dental Hygienists — Other terms and conditions for issuing permits..... (Professional Code, 1973, ch. 43)			5683	Notice
Electrical Code..... (Electricians and Electrical Installations Act, R.S.Q. 1964, ch. 152)	Reg. 75-558	31-10-75	5673	M
Emetteurs de plaques d'immatriculation..... (Code de la Route, S.R.Q. 1964, ch. 231)	Règ. 75-555	30-10-75	5671	M
Equipements pétroliers — Province..... (Loi des décrets de convention collective, S.R.Q. 1964, ch. 143)			5691	Projet
Ergothérapeutes — Affaires du Bureau et assemblées générales..... (Code des professions, 1973, ch. 43)			5679	Avis
Ergothérapeutes — Procédure du comité d'inspection professionnelle..... (Code des professions, 1973, ch. 43)			5681	Avis

INDEX — Suite / Continued

Règlements — Regulations Lois — Statutes	Enregistrement Registration		Page	Commentaires Comments
	No	Date		
Executive Power Act – Student Placement and Local Initiatives – Transfer of control (R.S.Q. 1964, ch. 9)	Reg. 75-550	30-10-75	5661	
Exécutif, Loi de l' . . . – Placement étudiant et initiatives locales – Transfert de contrôle (S.R.Q. 1964, ch. 9)	Règ. 75-550	30-10-75	5661	
Highway Code – Issuers of registration markers (R.S.Q. 1964, ch. 231)	Reg. 75-555	30-10-75	5671	M
Hygiénistes dentaires – Autres conditions et modalités de délivrance des permis (Code des professions, 1973, ch. 43)			5683	Avis
Initiatives locales et placement étudiant – Transfer de contrôle (Loi de l'exécutif, S.R.Q. 1964, ch. 9)	Règ. 75-550	30-10-75	5661	
Issuers of registration markers (Highway Code, R.S.Q. 1964, ch. 231)	Reg. 75-555	30-10-75	5671	M
Local Initiatives and Student Placement – Transfer of control (Executive Power Act, R.S.Q. 1964, ch. 9)	Reg. 75-550	30-10-75	5661	
Médecins vétérinaires – Publicité (Code des professions, 1973, ch. 43)			5691	Projet
Medical Technologists – Procedure of the professional inspection committee (Professional Code, 1973, ch. 43)			5687	Notice
Occupational Therapists – Business of the Bureau and general meetings (Professional Code, 1973, ch. 43)			5679	Notice
Occupational Therapists – Procedure of the professional inspection committee (Professional Code, 1973, ch. 43)			5681	Notice
Petroleum equipment – Province (Collective Agreement Decrees Act, R.S.Q. 1964, ch. 143)			5691	Projet
Placement étudiant et initiatives locales – Transfert de contrôle (Loi de l'exécutif, S.R.Q. 1964, ch. 9)	Règ. 75-550	30-10-75	5661	
Pommes de terre – Prix unitaires et taux de cotisation (Loi sur l'assurance-récolte, 1974, ch. 31)			5685	Avis

INDEX — Suite / Continued

Règlements — Regulations Lois — Statutes	No	Enregistrement Registration Date	Page	Commentaires Comments
Potatoes — Unit prices and assessment rates (Crop Insurance Act, 1974, ch. 31)			5685	Notice
Professional Code — Dental Hygienists — Other terms and conditions for issuing permits (1973, ch. 43)			5683	Notice
Professional Code — Medical Technologists — Procedure of the professional inspection committee (1973, ch. 43)			5687	Notice
Professional Code — Occupational Therapists — Business of the Bureau and general meetings (1973, ch. 43)			5679	Notice
Professional Code — Occupational Therapists — Procedure of the professional inspection committee (1973, ch. 43)			5681	Notice
Professional Code — Veterinary Surgeons — Advertising . . . (1973, ch. 43)			5699	Draft
Relations de travail dans l'industrie de la construction, Loi sur les . . . — Décret (1968, ch. 45)			5689	Projet
Rental Commission — Rules of practice (Act to promote conciliation between lessees and pro- perty owners, 1950 / 51, ch. 20)	Reg. 75-533	21-10-75	5703	Erratum
Student Placement and Local Initiatives — Transfert of con- trol (Executive Power Act, R.S.Q. 1964, ch. 9)	Reg. 75-550	30-10-75	5661	
Technologistes médicaux — Procédure du comité d'inspec- tion professionnelle (Code des professions, 1973, ch. 43)			5687	Avis
Transport — Issuers of registration markers (Highway Code, R.S.Q. 1964, ch. 231)	Reg. 75-555	30-10-75	5671	
Transports — Emetteurs de plaques d'immatriculation (Code de la route, S.R.Q. 1964, ch. 231)	Règ. 75-555	30-10-75	5671	M
Travel Agents Act — Regulation (1974, ch. 53)	Reg. 75-554	30-10-75	5669	M
Veterinary Surgeons — Advertising (Professional Code, 1973, ch. 43)			5699	Draft

INDEX — Fin / Concluded

Règlements — Regulations Lois — Statutes	No	Enregistrement Registration	Date	Page	Commentaires Comments
Woodworking Industry — Province — By-law 3 — Monthly report (Collective Agreement Decrees Act, R.S.Q. 1964, ch. 143)				5677	Notice
Woodworking Industry — Province — Keeping of the Register (Collective Agreement Decrees Act, R.S.Q. 1964, ch. 143)	Reg. 75-539		23-10-75	5659	N
Woodworking Industry — Province — Levy (Collective Agreement Decrees Act, R.S.Q. 1964, ch. 143)	Reg. 75-538		23-10-75	5655	N



TABLE DES MATIÈRES TABLE OF CONTENTS

TEXTES RÉGLEMENTAIRES (Règlements) STATUTORY INSTRUMENTS (Regulations)

No d'enregistrement	A.C.	Recommandé ou établi par	Titre du texte réglementaire ou autre document	Page
Registration No.	O.C.	Recommended or made by	Name of statutory instrument or other document	
Règ. 75-538	4712-75	Travail et main-d'oeuvre	Bois ouvré / <i>Woodworking Industry - Province - Prélèvement / Levy</i>	5655
Règ. 75-539	4713-75	Travail et main-d'oeuvre	Bois ouvré / <i>Woodworking Industry - Province - Tenue du registre / Keeping of the Register</i>	5659
Règ. 75-550	4757-75	Conseil exécutif	Placement étudiant et initiatives locales / <i>Student Placement and Local Initiatives - Transfert de contrôle / Transfer of control</i>	5661
Règ. 75-553	4791-75	Travail et main-d'oeuvre	Camionnage / <i>Cartage - Québec - (Mod. / Amend.)</i>	5663
Règ. 75-554	4801-75	Tourisme, chasse et pêche	Agents de voyages - <i>Règlement / Travel Agents - Regulation (Mod. / Amend.)</i>	5669
Règ. 75-555	4814-75	Transports	Émetteurs de plaques d'immatriculation / <i>Issuers of registration markers (Mod. / Amend.)</i>	5671
Règ. 75-558	4398-75	Travail et main-d'oeuvre	Code de l'électricité / <i>Electrical Code - (Mod. / Amend.)</i>	5673
<hr/>				
AVIS			NOTICES	
Bois ouvré - Province - Règlement 3 - Rapport mensuel			Woodworking Industry - Province - By-law 3 - Monthly report	5677
Ergothérapeutes - Affaires du Bureau et assemblées générales			Occupational Therapists - Business of the Bureau and general meetings	5679
Ergothérapeutes - Procédure du comité d'inspection professionnelle			Occupational Therapists - Procedure of the professional inspection committee	5681
Hygiénistes dentaires - Autres conditions et modalités de délivrance des permis			Dental Hygienists - Other terms and conditions for issuing permits	5683
Pommes de terre - Prix unitaires et taux de cotisation			Potatoes - Unit prices and assessment rates	5685
Technologistes médicaux - Procédure du comité d'inspection professionnelle			Medical Technologists - Procedure of the professional inspection committee	5687

TABLE DES MATIÈRES — Fin / TABLE OF CONTENTS — Concluded

No d'enregistrement	A.C.	Recommandé ou établi par	Titre du texte réglementaire ou autre document	Page
Registration No.	O.C.	Recommended or made by	Name of statutory instrument or other document	
PROJETS DE RÈGLEMENT			DRAFT REGULATIONS	
		Construction - Province - Décret	Construction - Province - Decree	5689
		Installation d'équipement pétrolier - Province	Installation of petroleum equipment - Province	5691
		Médecins vétérinaires - Publicité	Veterinary Surgeons - Advertising	5699

ERRATUM**ERRATUM**

No d'enregistrement	A.C.	Recommandé ou établi par	Titre du texte réglementaire ou autre document	Page
Registration No.	O.C.	Recommended or made by	Name of statutory instrument or other document	
Règ. 75-533		Commission des loyers	Règles de pratique devant la Commission des loyers <i>Rules of practice before the Rental Commission</i>	5703



